



Commission Européenne

SRI LANKA

Document de stratégie

2007 - 2013

Table des matières

1. RÉSUMÉ	3
2. SITUATION POLITIQUE, SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, PROGRÈS ACCOMPLIS SUR LA VOIE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT	4
2.1. ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE	4
2.2. ANALYSE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE.....	6
2.3. ANALYSE DE LA SITUATION COMMERCIALE	9
2.4. ANALYSE DE LA SITUATION SOCIALE	9
2.5. ANALYSE DE LA SITUATION ENVIRONNEMENTALE	11
3. PROGRAMME POLITIQUE DU PAYS BÉNÉFICIAIRE	13
3.1. PROGRAMME POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL	13
3.2. RESPONSABILITÉ ET LA RÉFORME BUDGÉTAIRES	14
3.3. POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE.....	14
4. COOPÉRATION PASSÉE AVEC LA CE, COORDINATION ET DOSAGE DES MESURES	15
4.1. SOUTIEN À LA STABILISATION, AU PROCESSUS DE PAIX ET À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LE NORD ET L'EST.....	15
4.2. AIDE COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE.....	16
4.3. RÉACTION DE LA CE AU TSUNAMI.....	16
4.4. AUTRES AIDES THÉMATIQUES ET RÉGIONALES	18
4.5. COORDINATION ET HARMONISATION ENTRE LES DONATEURS	19
4.6. ANALYSE DE LA COHÉRENCE AVEC LES AUTRES POLITIQUES DE LA CE (DOSAGE DES POLITIQUES)	19
5. ENSEIGNEMENTS TIRES.....	20
5.1. APPUI À LA STABILISATION, À LA PAIX ET À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ DANS LE NORD ET L'EST	20
5.2. COOPÉRATION COMMERCIALE ET ÉCONOMIQUE.....	22
5.3. AIDE COMMUNAUTAIRE FUTURE: PRINCIPES DIRECTEURS	23
6. STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE	24
6.1. UNE STRATÉGIE DE RÉPONSE SOUPLE, FONDÉE SUR LES SCÉNARIOS.....	24
6.2. SECTEUR DE CONCENTRATION: STABILISATION ET RECONSTRUCTION DANS LE NORD ET L'EST ..	25
6.3. SECTEURS HORS CONCENTRATION	26
6.4. COORDINATION AVEC LES AUTRES DONATEURS	28
ANNEX 1: EU/EC CO-OPERATION OBJECTIVES.....	29
1. THE EC TREATY OBJECTIVES FOR EXTERNAL CO-OPERATION	29
2. OBJECTIVES OF THE EU AS LAID DOWN IN OTHER APPLICABLE DOCUMENTS	29
3. SPEEDING UP PROGRESS TOWARDS THE MILLENNIUM DEVELOPMENT GOALS	29
4. FINANCING FOR DEVELOPMENT AND AID EFFECTIVENESS	30
5. EU POLICY COHERENCE FOR DEVELOPMENT	30
6. THE 'EUROPEAN CONSENSUS' ON EU DEVELOPMENT POLICY	30
ANNEX 2: COUNTRY AT A GLANCE.....	32
ANNEX 3: OVERVIEW OF EC'S ASSISTANCE.....	35
ANNEX 4: COUNTRY ENVIRONMENT PROFILE OF SRI LANKA.....	36
ANNEX 5: OTHER DONOR MATRIX.....	39
ANNEX 6: TSUNAMI RECONSTRUCTION DONOR MATRIX 2005-2006 (US \$).....	40
ANNEX 7: LIST OF ABBREVIATIONS.....	41

1. RÉSUMÉ

L'Union européenne (UE) entretient avec le Sri Lanka une relation aussi longue que soutenue, qui inclut un volume considérable d'aide au développement, des relations commerciales approfondies et un rôle politique important.

Au cours des sept années à venir, les défis que le Sri Lanka devra relever seront caractérisés par :

- La nécessité de résoudre une situation politique explosive et conflictuelle, l'objectif global étant d'aboutir à une solution durable du conflit grâce à un règlement politique négocié de manière pacifique, respectant les exigences légitimes de toute la population du Sri Lanka, y compris des communautés minoritaires.
- La nécessité de faire progresser une série de réformes et de veiller à l'accélération de la croissance en vue d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en matière de réduction de la pauvreté.
- La nécessité d'éradiquer la pauvreté aiguë dans certaines parties du centre du pays, ainsi que dans tout le nord et l'est du territoire.

L'aide au développement présentée dans le présent document de stratégie pays (DSP) vise à aider le Sri Lanka à relever ces défis. Le DSP, pour lequel une enveloppe de 112 millions d'euros a été réservée, s'inscrit dans la ligne de la stratégie arrêtée par l'UE, qui met l'accent sur la prévention des conflits et sur la réduction de la pauvreté, et appuiera la stratégie de l'UE à l'égard du Sri Lanka fondée sur les scénarios.

Pour la période 2007-2013, le secteur prioritaire sera le soutien au processus de paix et à la réduction de la pauvreté dans le nord et l'est via un développement intégré et durable d'un ou deux districts. De plus, le document de stratégie pays (DSP) comprendra une dotation plus réduite, destinée à appuyer deux secteurs hors concentration, à savoir : le commerce et la bonne gouvernance. L'appui au commerce prend acte du fait que les concessions commerciales telles que le système de préférences généralisées (SPG+) peuvent avoir un impact sensible en termes de développement. Néanmoins, des pays tels que le Sri Lanka ne sont pas parvenus à en faire une utilisation optimale par le passé. Le deuxième secteur hors concentration portera sur la promotion de la bonne gouvernance par le truchement des réformes électorales, de la défense des droits de l'homme et du contrôle de la situation en la matière et de la résolution des conflits.

Au cours des sept dernières années, le Sri Lanka a traversé des situations politiques extrêmement différentes, comprenant des périodes de climat positif dans le sens de la paix/de paix troublée, de conflits de faible intensité et de conflits d'intensité élevée. Ce dernier type de situation domine en 2007. Les conflits sont clairement l'obstacle le plus important à la réussite de la mise en œuvre du programme communautaire proposé et les activités de développement devront être adaptées pour convenir à ce qui est faisable et approprié.

À cette fin, le DSP prévoit trois scénarios différents en fonction desquels l'appui et la stratégie de réponse de la CE seront adaptés :

a) Selon le scénario de climat positif dans le sens de la paix/de paix troublée, le développement intégré des districts prévu dans la stratégie sera mis en œuvre et l'appui au commerce et à la bonne gouvernance suivront les voies normales, en appuyant aussi bien les institutions publiques que privées.

b) Selon le scénario d'insécurité et de conflit de faible intensité, lorsque le développement régional et la construction des routes sont problématiques, l'appui visera davantage à essayer de maintenir les communautés vulnérables sur place, tandis que, pour les deux secteurs hors concentration, l'appui sera dirigé par le biais d'acteurs privés et, uniquement si cela est dûment justifié, l'aide pourrait transiter par les institutions publiques.

c) Selon le scénario de conflit d'intensité élevée, impliquant des déplacements importants de population, l'appui aura tendance à se concentrer sur les communautés et sur les personnes qui ont été déracinées, en répondant à leurs besoins à moyen terme au sein des communautés touchées par le conflit et qui ne peuvent être satisfaits par l'instrument ECHO. Selon ce dernier scénario, l'appui à la gouvernance et au commerce transitera par les ONG et le secteur privé.

Ces scénarios devront être utilisés avec souplesse et discernement pour qu'il soit possible de tenir compte des changements de la situation lors de la mise en œuvre du DSP.

2. SITUATION POLITIQUE, SOCIO-ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, PROGRÈS ACCOMPLIS SUR LA VOIE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

2.1. Analyse de la situation politique

Après vingt-cinq ans, le conflit intérieur qui déchire le Sri Lanka en raison de tensions ethniques attend toujours un règlement définitif.

Le pays souffre d'une guerre civile sporadique depuis le début des années 1980. Plusieurs tentatives nationales pour résoudre le problème ont échoué tout au long des années 1980. Après l'accord indo-sri-lankais de 1987, le conflit a repris de plus belle pendant les années 1990.

Un accord de cessez-le-feu a été signé en février 2002. Aux termes de cet accord, le gouvernement du pays et les 'tigres de libération de l'Eelam tamoul' (TLET) ont convenu de cesser les hostilités et, appuyés par les efforts de négociation de la Norvège, d'envisager un règlement négocié. Lors d'une rencontre réunissant les deux parties à Oslo en décembre 2002, les principes de base de cet accord ont été définis comme suit : *«les parties ont convenu d'envisager une solution fondée sur le principe de l'auto-détermination interne dans les régions d'habitat historique des peuples de langue tamoule, basée sur une structure fédérale au sein d'un Sri Lanka uni. Les parties ont reconnu que la solution doit être acceptable pour toutes les communautés»*. C'est précisément cette ligne de pensée que l'Union européenne continue à prendre comme

base pour l'ensemble de l'aide qu'elle octroie, ainsi que pour toutes les relations commerciales et politiques avec le Sri Lanka, à savoir un règlement politique au sein d'un Sri Lanka uni.

Lors d'une réunion qui a suivi, organisée à Tokyo vers le milieu de l'année 2003, un programme d'aide important a été convenu pour faciliter cet accord de cessez-le-feu, ainsi que le processus de paix prévu. En outre, au cours de cette deuxième réunion, un groupe de pays coprésidents (la Norvège, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne) a été désigné pour aider le travail de médiateur de la Norvège, ainsi que du Sri Lanka, concernant l'accord de cessez-le-feu et le processus de paix.

Cependant, l'accord de cessez-le-feu de 2002 n'a pas rendu abouti à une négociation en profondeur, ni à un accord sur une solution politique définitive concernant le nord ou l'est du pays. Au moment de la rédaction du présent document en 2007, le pays connaissait une flambée de violence et les perspectives d'un accord de cessez-le-feu et d'un processus de paix semblaient menacées.

Au cours des dernières années, le Sri Lanka a connu des situations politiques extrêmement différentes, comprenant des périodes de climat positif dans le sens de la paix/de paix troublée, de conflits de faible intensité et de conflits d'intensité élevée. Ce dernier type de situation domine en 2007. Compte tenu de cette perspective peu prometteuse en 2007, il est possible et probable que, au cours des sept prochaines années (soit la durée du présent document de stratégie), des scénarios aussi variés dominent.

En 2007, les principaux espoirs de raviver le processus de paix résident dans une proposition politique concernant le nord et l'est du pays qui est à présent en voie d'être définie par une conférence représentative de toutes les parties. Cette instance devrait présenter une proposition, qui serait finalisée vers le milieu de l'année 2007.

La Constitution du Sri Lanka garantit *de jure* la protection des droits de l'homme fondamentaux. Toutefois, au cours des dernières années, le pays a été le théâtre d'une dégradation progressive des normes en la matière et d'une augmentation systématique des abus et violations de ces droits (ex.: assassinats arbitraires, recours à la torture, arrestations et détentions illégales, exécutions extrajudiciaires, disparitions, cas avérés de recrutement d'enfants soldats par les TLET, etc.). Inverser la tendance à la détérioration des normes en matière de droits de l'homme, tout en faisant face au conflit et en luttant pour aboutir à une solution politique, constituent les principaux défis politiques que devra relever le Sri Lanka dans les prochaines années.

La création de la commission nationale des droits de l'homme, qui date de 1997, a constitué une étape positive pour faciliter les enquêtes sur les violations des droits de l'homme. Cependant, elle ne s'est pas révélée efficace. Une nouvelle commission d'enquête a été créée en 2006 pour enquêter sur les abus. La même année, le pays a été élu membre du tout nouveau Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Selon une décision récemment adoptée par la Cour suprême (le 15 septembre 2007), les traités des Nations unies n'ont pas force contraignante pour le Sri Lanka, sauf si une législation d'habilitation a été approuvée par le Parlement. Cette question a été soulevée en relation avec un cas spécifique lié à la mise en œuvre de la convention internationale pour la protection des droits civils et politiques. Au moment de la rédaction du présent document, il était impossible de prévoir les conséquences de cette décision mais, si elle était poussée

à l'extrême et confirmée, elle impliquerait que non seulement la convention internationale pour la protection des droits civils et politiques, mais aussi la plupart des autres conventions internationales ratifiées par le Sri Lanka, seraient considérées comme non contraignantes tant qu'elles n'auraient pas été incorporées dans le droit national. Cette décision soulève nombre de questions graves concernant le respect par le Sri Lanka du droit international et la conformité à celui-ci, y compris à l'ensemble des questions liées aux droits de l'homme internationaux et à la législation humanitaire.

C'est dans ce contexte politique incertain qu'a été élaboré le présent document de stratégie pays pour les sept prochaines années. Le pays doit continuer de bénéficier d'un soutien international fort, mettant particulièrement l'accent sur les «dividendes de la paix» qui pourraient découler des programmes d'aide en cas de relance du processus de paix et sur l'encouragement de la résolution du conflit et du dialogue. Le programme communautaire prévu constitue une mesure d'incitation significative en vue du rétablissement de la paix. Il sera adapté de manière souple, en fonction des scénarios précités.

2.2. Analyse de la situation économique

Le Sri Lanka a libéralisé son économie en 1977, bien avant les autres nations en développement. En dépit de vingt ans de guerre, l'économie est demeurée en bon état depuis les années 1980 et affiche des taux de croissance annuels moyens de 4 %. Depuis 2001, la croissance de l'économie a avoisiné les 5 % par an, ce qui est proche des taux de croissance enregistrés au cours des années 1990.

Cette situation montre que le Sri Lanka dispose d'une économie résistante, même en période de conflit. Il est cependant clair que son économie n'est pas insensible à ces troubles. La croissance s'est clairement accélérée à la suite de la signature de l'accord de cessez-le-feu, en 2002. L'escalade du conflit en 2006 a entraîné une augmentation considérable de l'inflation, puisque les valeurs à un chiffre sont passées à des valeurs à deux chiffres, pour atteindre un taux de 19,3 % en décembre 2006, chiffre qui a encore augmenté à 20,5 % en janvier 2007, entraînant la révision à la baisse des prévisions de croissance et la situation précaire de certaines composantes économiques cruciales en matière de croissance.

En tant que nouveau pays à revenu intermédiaire (PRI), le Sri Lanka verra les aides qui lui sont octroyées diminuer, vu que la stratégie des ODM menée par les Nations unies oriente les aides vers les pays à faible revenu. Or, la situation économique nationale de l'île dissimule d'importantes disparités régionales puisque la plupart des richesses sont concentrées dans les provinces du sud et de l'ouest. Le nord et l'est sont indubitablement des régions à faible revenu, dont le développement est entravé par le conflit.

Le taux de chômage a progressivement diminué (16 % en 1990, 7,6 % en 2000 et environ 8,5 % en 2005) mais, là aussi, il est bien plus élevé dans le nord et dans l'est. Quant à la stabilité des prix, elle s'est détériorée après que l'inflation ait atteint le taux de 20,5 % en janvier 2007. Le déficit de la balance commerciale était de 2,7 % en 2005 et il est estimé à 2,4 % du PIB en 2006. Les importants transferts de fonds effectués par les Sri-Lankais actifs à l'étranger ont augmenté de 21 % (approximativement 2,3 milliards de dollars en 2006) et ont permis d'alléger quelque peu la situation des paiements, au même titre que les importants flux de capitaux post-tsunami en 2005-2006. Mais ces fonds ne peuvent

compenser entièrement le double fardeau que constituent l'important déficit commercial (environ 164 millions de dollars en décembre 2006) et le déficit commercial global en 2006, qui a atteint 3,370 milliards de dollars, ainsi que le pesant service de la dette (94 % du PIB à la fin de 2005 et 91,5 % projetés pour 2006) qui limite la capacité du pays à relever ces défis structurels à long terme grâce à l'emprunt supplémentaire. La plus grande partie des fonds supplémentaires nécessaires pour mettre en œuvre les plans d'investissement ambitieux du gouvernement devront venir de la maximisation des ressources domestiques à investir. Cependant, l'assiette de l'impôt est généralement pauvre et, malgré certains efforts déployés au niveau de la consolidation fiscale (le déficit a été réduit de 10,8 % du PIB en 2001 à 8,7% en 2005), les ajustements fiscaux effectués durant cette période n'étaient pas assortis de suffisamment d'objectifs au départ. Tant que les augmentations de la recette fiscale et les dépenses budgétaires ne seront pas contrôlées (et tout particulièrement les dépenses liées à la défense, à la réforme des dernières entreprises appartenant à l'État et aux subsides sur les produits pétroliers et les denrées alimentaires), le déficit continuera à être élevé.

La structure économique du Sri Lanka est celle de la plupart des nouveaux PRI, avec une place relativement importante occupée par les services (54 %). L'industrie (26 %) concerne essentiellement les secteurs de l'habillement, du cuir, de la transformation alimentaire, des produits chimiques et des produits en caoutchouc. Quant à l'agriculture, elle représente un petit 20 % du PIB, alors que les trois quarts de la population vivent en milieu rural. Contrairement aux années 1990, la croissance du PIB réel est alimentée, depuis 2002, par le secteur des services, principalement les transports et les télécommunications. À l'inverse, la croissance a ralenti dans le secteur industriel et le taux moyen de 3,6 % enregistré pour 2002-2004, est nettement inférieur aux pourcentages atteints dans les années 1990, en dépit des restructurations majeures entreprises dans la plupart des secteurs compétitifs, et notamment le secteur du textile.

Bien que le secteur privé prenne davantage d'importance, l'État continue de dominer les services économiques et financiers, tels que l'énergie, les transports ou l'activité bancaire, les inputs principaux de marchandise (tels que le riz non décortiqué et les inputs agricoles) et les marchés de facteurs de production (tels que les terres et la main-d'œuvre). De même, l'emploi du secteur public représente la moitié de l'emploi officiel. D'autre part, dans les zones franches industrielles, qui hébergent la majeure partie du secteur de l'habillement, certains droits du travail fondamentaux, tels que la liberté d'association, sont limités. Dans certains secteurs de l'économie, et en particulier dans le secteur non officiel, les conditions de travail et les normes en vigueur en matière de santé et de sécurité sont souvent insuffisantes et se conjuguent à l'absence d'accès aux systèmes de sécurité sociale.

Dans l'ensemble, la pauvreté a sensiblement diminué depuis l'indépendance du pays en 1948. Toutefois, durant la période 1991-2002, le revenu des habitants les plus pauvres a connu une croissance beaucoup plus faible que celui des plus riches. Actuellement, 23 % de la population vivent en dessous du seuil national de pauvreté. Les 20 % les plus pauvres de la population disposent de 8 % des revenus, tandis que les 20 % les plus riches en détiennent 42,8 %. La pauvreté demeure profondément ancrée dans certaines régions, notamment dans les plantations de thé du centre du pays, ainsi que dans le nord et l'est. Selon les estimations, près de 45 % de la population de ces régions vivent avec moins de 2 dollars par jour. La malnutrition constitue également un problème : 25 % de la

population sont sous-alimentés, tandis que 29 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'insuffisance pondérale.

La situation dans le **nord** et l'**est** n'est aucunement comparable avec celle du reste du pays. Ces régions ont en effet souffert des destructions et des déplacements massifs de population qu'ont entraînés les vingt années de guerre civile. On y observe des cas de misère extrême qui sont quasiment inexistantes dans le reste du pays. Le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans illustre bien ce décalage : il est de 46,2 %¹ dans le nord et l'est (contre 29,4 % pour le reste du pays). En outre, seuls 22 % de la population du nord et 40 % de celle de l'est ont accès au réseau national d'électricité (moyenne nationale : 56 %). Le constat est similaire lorsqu'on compare les statistiques en matière d'accès à l'eau sûre (20 % contre 45 % pour l'ensemble du pays) ou aux équipements sanitaires (25 % contre 72 %). Malgré l'absence de statistiques dignes de ce nom, on estime que les chiffres en matière d'éducation et de santé sont pires encore. Les rapatriés constituent un segment particulièrement vulnérable de la population et les personnes déplacées, qui ont fui les conflits antérieurs, le tsunami ou les affrontements plus récents depuis 2005, forment désormais un groupe de plus de 600 000 personnes vivant dans des conditions précaires, loin de leur foyer d'origine.

Le **tsunami** qui a frappé les côtes du Sri Lanka en décembre 2004 a tué quelque 35 000 personnes, détruit 80 000 foyers, jeté un million de personnes sur les routes et entraîné la perte de 200 000 emplois environ. Il a engendré un nouveau groupe de population extrêmement vulnérable. En 2006, le nombre des personnes encore déplacées avoisinait les 200 000² et on estime que plus du quart de la population touchée vit en dessous du seuil national de pauvreté. Le tsunami a frappé les régions du nord et de l'est dans une mesure disproportionnée, aggravant encore les difficultés dont souffraient ces parties du pays. La réponse à ce désastre a créé des déséquilibres nouveaux, particulièrement entre les deux catégories de victimes (celles du tsunami et celles du conflit), mais a aussi été l'occasion d'envisager la reconstruction dans le nord et dans l'est sous un nouvel angle.

Au cours des sept années à venir, l'économie sri-lankaise devra relever quatre défis majeurs, si elle veut rester en mesure d'atteindre les ODM :

- assurer la croissance économique et l'amélioration sociale dans le nord et l'est, ainsi que dans les autres régions à la traîne du pays;
- poursuivre les réformes du secteur public et, bien naturellement, relever le défi qui consiste à atteindre l'équilibre des finances publiques;
- combler les disparités entre les zones urbaines et rurales; bien que le Sri Lanka enregistre une croissance économique considérable, plus des trois quarts de cette croissance concernent les zones urbaines;
- résorber le chômage des jeunes; en 2005, 40 % des chômeurs avaient moins de 29 ans; de même, les femmes sont légèrement plus touchées que les hommes; il convient de noter que 10 % environ de la main-d'œuvre travaillent à l'étranger, notamment au Moyen-Orient.

¹ Sources: rapports annuels de la Banque centrale.

² Estimations basées sur les données du HCR et le rapport concernant le tsunami, établi 2 ans après.

2.3. Analyse de la situation commerciale

Le régime sain du Sri Lanka en matière de commerce et d'investissement a permis au pays de tirer au moins un certain parti de la mondialisation. Malgré un recul important mais temporaire en 2001, les échanges ont crû de 6 à 8 % par an et atteignent désormais le chiffre appréciable de 17,1 milliards d'euros par an (en 2006). Les investissements ont connu une évolution positive similaire (le chiffre de 480 millions de dollars a été prévu pour 2006) et se concentrent essentiellement sur les secteurs de base (télécommunications), sur la construction, sur la fabrication et sur le secteur de l'habillement. Cependant, l'histoire du pays montre que sa capacité à attirer les investissements et, dans une moindre mesure quoique toujours importante, à pratiquer le commerce, est étroitement liée à l'intensité des conflits qui s'y déroulent.

En 2005, le Sri Lanka a essentiellement exporté vers les États-Unis et l'Union européenne (qui absorbent respectivement 31 % et 28,6 % du total de ses exportations), l'Inde occupant la troisième place de ce classement (avec seulement 6,9 %). Ses principaux partenaires pour les importations sont l'UE (15,5 %) et l'Inde (17,2 %) qui devient ainsi son principal partenaire pour les importations. L'habillement représente plus de la moitié de la valeur des exportations du pays (52,4 % des exportations vers l'UE), le reste étant constitué par le secteur des machines, des biens à base de caoutchouc, de la joaillerie et des produits agricoles. En 2006, l'ensemble des exportations a augmenté de 8,4 %, passant ainsi de 6,347 milliards de dollars en 2005 à 6,883 milliards de dollars en 2006. Pour sa part, en 2006, l'ensemble des importations a augmenté de 15,7 %, passant ainsi de 8,863 milliards de dollars en 2005 à 10,253 milliards de dollars en 2006.

Le principal défi commercial que doit relever Sri Lanka est de diversifier sa base d'exportation et de renforcer sa compétitivité. Grâce à un accord de libre-échange bilatéral en vigueur depuis mars 2000, le pays est bien placé pour profiter de la croissance de l'Inde. Le Sri Lanka bénéficie également du régime de concessions commerciales le plus favorable proposé par l'UE. Le régime SPG+ lui accorde en effet un accès entièrement libre de droits pour tous ses produits d'exportation, avantage qui peut apporter une contribution substantielle au développement du pays, pour autant qu'il soit pleinement exploité.

Des accords de libre-échange avec le Pakistan, de même que l'accord-cadre de libre-échange BIMST-EC³ et l'accord de libre-échange d'Asie du sud (SAFTA)⁴ conclu par les pays membres de l'Association asiatique du sud pour la coopération régionale (SAARC) doivent entrer en vigueur et être mises en œuvre dans les prochaines années. Cependant, le niveau d'intégration régionale de l'Asie du Sud devrait demeurer faible au cours de la période visée par le présent DSP.

2.4 Analyse de la situation sociale

Le Sri Lanka a été un des premiers pays en développement à promouvoir l'accès universel à la santé et à l'éducation, l'égalité entre les sexes et la mobilisation sociale. En conséquence, ses indicateurs de développement humain sont sensiblement meilleurs que ceux des autres pays d'Asie du Sud, notamment pour ce qui est des femmes, et soutiennent la comparaison avec d'autres pays à revenu intermédiaire.

³ Coopération économique entre le Bangladesh, l'Inde, le Myanmar, le Sri Lanka et la Thaïlande.

⁴ SAFTA est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006 et devenu opérationnel le 1^{er} juillet 2006

Dans le cadre du programme des Nations unies pour le développement de 2005 (indice de développement humain du PNUD), le Sri Lanka se classait 93^e sur 177 pays, alors que ses voisins d'Asie du Sud tels que l'Inde, le Bangladesh et le Népal occupaient respectivement la 127^e, la 139^e et la 136^e place. Pour ce qui est des OMD, le Sri Lanka obtient de bons résultats pour ce qui est de la fréquentation de l'enseignement primaire universel, de l'égalité entre les sexes et de la mortalité infantile et maternelle.

Un aspect social essentiel du conflit récurrent qui déchire l'île est la question des **personnes déplacées à l'intérieur du territoire** (PDI). Leur nombre dépasse désormais largement les 600 000 et devrait poursuivre sa progression en cas d'extension du conflit. Bien souvent, ces PDI le sont à long terme et n'ont guère de perspectives d'un retour durable dans leur foyer, compte tenu des conflits internes qui affectent le pays de façon chronique depuis 25 ans. Le gouvernement leur fournit une aide mais elle est généralement insuffisante pour satisfaire à tous les besoins. L'aide constitue un soutien important pour ces PDI, tant à court terme (abri, etc.), qu'à plus long terme (moyens de subsistance, éducation, santé, etc.). Les communautés qui les accueillent se retrouvent dans une situation délicate et ont donc elles aussi besoin d'aide pour intégrer ces personnes sans engendrer des tensions et des conflits supplémentaires. Enfin, les communautés d'origine des PDI doivent être reconstruites et bénéficier d'un soutien afin d'inciter les déplacés à y retourner quand l'état du conflit le permettra.

Le Sri Lanka offre des services d'éducation et de santé universels à sa population. S'agissant de l'**éducation**, le taux d'inscription à l'école primaire est de près de 100 % et de 75 % environ dans l'enseignement secondaire, pour les garçons comme pour les filles. Il en résulte un niveau d'alphabétisation élevé de 92,1 % (89,6 % chez les femmes et 94,7 % chez les hommes). Toutefois, des efforts restent à fournir. Nombre d'enfants appartenant à des groupes marginalisés sont exclus du système scolaire. De surcroît, il convient d'améliorer la qualité de l'enseignement fourni.

Le bilan du pays dans le domaine de la **santé** est très bon. L'espérance de vie est élevée (la moyenne est de 72,5 ans : 75,8 ans pour les femmes et 69,8 ans pour les hommes) et le taux de fécondité des femmes est faible, puisqu'il se situe à 2 naissances par femme. Les chiffres de la mortalité infantile (17 pour 1 000 naissances vivantes) et maternelle (92 pour 100 000 naissances vivantes) sont inférieurs à ceux d'autres pays de la région, tout comme le nombre de cas de VIH/SIDA. La lutte contre le VIH/SIDA a été intégrée en tant que question transversale dans le processus de programmation, sur la base de l'analyse du programme politique du gouvernement en matière de lutte contre cette maladie et en matière de santé sexuelle et génésique en particulier, ainsi que sur la base de l'importance que cette problématique revêt au Sri Lanka. La stratégie de réponse de la CE passe notamment par une évaluation des risques et des possibilités dans les secteurs de concentration proposés en ce qui concerne la lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies. Le problème de la malaria et de la dengue doit lui aussi bénéficier d'un traitement plus efficace.

Le statut de la femme au Sri Lanka est nettement meilleur que dans d'autres pays en développement. Cependant, des efforts supplémentaires doivent être déployés pour que le pays satisfasse aux normes internationales en matière d'égalité des sexes. Les femmes du Sri Lanka jouissent d'une position sociale bien meilleure que la plupart des femmes de l'Asie du Sud. Il n'existe pas d'inégalité significative entre les **sexes**, que ce soit en

matière d'accès aux services de santé et d'éducation ou en matière de prospérité économique. Les taux d'inscription scolaire sont similaires pour les garçons et les filles et les femmes représentent également près de la moitié des inscriptions à l'université. L'accès universel aux soins de santé a entraîné un état sanitaire de bon niveau dans la population féminine. Les femmes sri-lankaises ont également accès à des possibilités d'emploi et de revenu, mais elles sont surtout employées dans des secteurs semi-qualifiés, employant une grande quantité de main-d'œuvre. Si la législation du pays interdit les discriminations à caractère sexuel, des lois et pratiques discriminatoires demeurent (droits fonciers, héritage, avortement, inceste et viol) et le contrôle social sur le comportement des femmes (ainsi que sur leur sexualité) continue d'entraver une évolution équilibrée des relations entre les sexes.

Le Sri Lanka est un pays d'origine et de destination en matière de **traite des êtres humains**. L'exploitation sexuelle des enfants, et notamment des garçons, à des fins commerciales est monnaie courante. Des cas de traite intérieure des êtres humains à des fins de servitude domestique, ou autres, ont également été répertoriés. Dans de nombreux cas, des femmes sri-lankaises se rendent dans des pays tels que le Liban, le Koweït, le Bahreïn, les Émirats arabes unis ou l'Arabie saoudite pour y trouver du travail et aboutissent dans des situations de travail forcé ou d'exploitation sexuelle. Un nombre réduit de femmes originaires de Thaïlande, de Russie et de Chine ont aussi été amenées au Sri Lanka à des fins d'exploitation sexuelle.

2.5. Analyse de la situation environnementale

La forte densité démographique du Sri Lanka et les efforts déployés en permanence pour améliorer le niveau de vie des habitants ont exercé une pression importante sur l'environnement du pays. Le ministère sri-lankais de l'Environnement et des ressources naturelles souligne cinq problèmes essentiels : la détérioration des sols, l'élimination des déchets, la pollution des eaux intérieures, la disparition progressive de la biodiversité et l'épuisement des ressources côtières.

Ce dernier problème, dû à l'érosion et à la pression démographique, notamment dans les régions occidentales et méridionales, constitue une préoccupation majeure et découle de la concentration de la population dans les zones côtières, ainsi que de pratiques non durables, telles que l'élevage des crevettes tigrées, l'exploitation de mines de sable, la récolte du corail et l'élimination de la végétation côtière.

L'érosion des sols est également un phénomène grave dans de nombreuses régions du centre du Sri Lanka et les glissements de terrain constituent une menace permanente pour les populations de ces régions. La pollution est aussi un phénomène croissant, du fait de la pollution des sols, de l'atmosphère et des ressources hydriques provoquée par les produits chimiques agricoles et les produits dérivés de l'industrie alimentaire. Dans les zones urbaines et industrielles, les déchets solides sont un problème de plus en plus préoccupant, en raison du manque d'efficacité des systèmes de collecte et de traitement.

La qualité des eaux souterraines est bonne dans la plupart des régions. Toutefois, la demande grandissante d'eau a été satisfaite à coup d'investissements lourds dans des dispositifs d'irrigation, alors que la culture sous pluie a été largement négligée. La

réponse apportée au problème de la pollution des eaux consiste à améliorer les installations sanitaires, à réduire l'utilisation des pesticides dans l'agriculture et à encourager la mise en place de technologies propres dans l'industrie.

Si les émissions du Sri Lanka demeurent relativement faibles en comparaison des autres pays d'Asie du Sud-Est, elles ont néanmoins connu une augmentation rapide au cours de la décennie écoulée, une tendance qui devrait se poursuivre à mesure que diminue le potentiel hydroélectrique du pays et que ce dernier recourt de plus en plus aux combustibles fossiles. Le secteur des transports, en extension rapide, est responsable d'une part importante de cette augmentation.

La quasi-totalité du pays constitue un des 25 «points chauds» de biodiversité dans le monde. Plus de 20 % des plantes à fleurs et 16 % des mammifères sont endémiques et nombre d'espèces y sont menacées ou en voie d'extinction, dont plusieurs espèces endémiques de singes et de musaraignes. Cette situation qui peut s'expliquer par le fait que seul 1,5 % environ de la forêt originelle du pays est encore conservé.

De nombreux problèmes environnementaux ont un impact majeur et disproportionné sur la population pauvre. Les agglomérations urbaines à faible revenu sont particulièrement vulnérables aux maladies causées par la pollution de l'eau. Les principales causes de ces maladies sont l'absence d'installations de distribution d'eau et d'équipements sanitaires, ainsi que les mauvaises conditions d'égouts. Les pauvres sont également plus vulnérables aux répercussions de la pollution atmosphérique, puisque nombre d'agglomérations à faible revenu sont situées près de routes et de voies ferrées. Compte tenu du manque d'infrastructures de traitement des déchets solides, de nombreuses autorités locales déversent ces déchets sur des terres laissées libres, souvent situées à proximité de telles agglomérations.

La reconstruction post-tsunami a offert une occasion sans précédent de traiter du problème de l'environnement durable là où la situation est la plus délicate, à savoir dans les zones côtières.

Toutefois, les efforts de reconstruction et de réinstallation sont gravement entravés par le problème des mines terrestres et des engins non explosés (UXO), tout spécialement dans la partie nord-est du pays. Les mines terrestres sont une menace pour les réfugiés et les PDI qui retournent dans des zones fortement touchées par le conflit. Le gouvernement a estimé qu'un million de mines terrestres ont été posées dans le pays par les deux protagonistes lors du conflit : plus de 550 villages sont concernés, dont 250 où le déminage a commencé et 307 qui attendent d'être «nettoyés». La péninsule de Jaffna, dans le nord du pays, est la zone la plus gravement touchée. On estime que près de la moitié des mines terrestres posées au Sri Lanka y ont été enterrées et affectent quelque 228 villages, en dehors des zones de haute sécurité. Cependant, le nombre d'incidents liés aux mines est passé de 15 à 20 par mois avant le cessez-le-feu de 2002 à 4 à 7 en 2004, et à 3 à 4 en 2005. Les incidents se sont à nouveau multipliés en 2006, du fait de la présence d'UXO à la suite de la reprise du conflit. Le gouvernement espère faire du Sri Lanka un pays débarrassé de cette menace d'ici à la fin 2008. Cependant, la reprise du conflit constitue un obstacle majeur pour atteindre cet objectif.

3. PROGRAMME POLITIQUE DU PAYS BÉNÉFICIAIRE

3.1. Programme politique et économique général

En 2006, le gouvernement a présenté une nouvelle stratégie. Elle découle du Mahinda Chintana (le manifeste électoral du président Rajapakse).

Sur le plan politique, la politique actuelle prévoit dans le même temps d'élaborer une proposition politique pour le nord et l'est du pays (voir conférence représentative de toutes les parties, ci-dessus) tout en poursuivant les activités militaires dans l'est afin d'déloger le TLET. Parmi les autres problèmes à traiter, figure la question du statut de l'est qui a été rendue encore plus complexe pour le gouvernement à la suite d'une décision de la Cour suprême affirmant que la fusion des provinces du nord et de l'est, qui a eu lieu en 1987, n'a pas été effectuée correctement du point de vue juridique et du fait des violations répétées de l'accord de cessez-le-feu.

Sur le plan économique, la nouvelle politique fait appel à des investissements publics plus importants et encourage les investissements étrangers directs (IDE). La politique industrielle devrait encourager l'orientation actuelle du secteur de la fabrication en faveur des exportations, mais le gouvernement reste aussi attaché à un certain niveau de substitution des importations. Le commerce extérieur est encouragé et la stratégie prévoit aussi un renforcement des normes applicables en matière de santé, d'environnement et de travail afin de s'aligner sur les normes internationales. Néanmoins, seul le temps nous dira si l'accent est suffisamment mis sur une production de recettes qui soit à la hauteur des aspirations ambitieuses du gouvernement au niveau des dépenses.

Un des principaux vecteurs d'une croissance favorable aux pauvres consiste à améliorer les infrastructures rurales, puisque l'inadéquation des équipements d'infrastructure est considérée comme l'une des principales entraves au progrès du pays, y compris pour ce qui touche aux IED et au développement rural. Une croissance plus active de la productivité agricole est également encouragée. Elle est considérée comme un élément fondamental pour réduire la pauvreté au Sri Lanka.

La nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté se concentrera aussi sur la reconstruction des régions arriérées, y compris le nord et l'est, les régions touchées par le tsunami de 2004 et le centre. L'objectif de ce cadre d'action est d'aider le Sri Lanka à renforcer sa capacité à : (1) satisfaire aux besoins fondamentaux des personnes touchées par le conflit; (2) reconstruire des vies productives lorsque cela est possible et (3) faciliter la réconciliation et le partenariat entre les différentes ethnies. Il est de la plus haute priorité de reconstruire les infrastructures endommagées, de mettre en œuvre des mesures destinées à assurer la subsistance des populations et de promouvoir une paix durable grâce au progrès économique et à l'égalité des chances.

Pour les populations touchées par le tsunami, les besoins immédiats mis en évidence concernent l'aide à la subsistance, ainsi que la reconstruction des infrastructures dans les régions sous-développées.

L'augmentation du revenu des pauvres constitue l'un des principaux objectifs de la stratégie de croissance économique. Pour y parvenir, il conviendra principalement de garantir l'accès à un emploi productif et à des possibilités d'obtenir un emploi décent,

mais, pour les catégories particulièrement vulnérables, une aide spécifique au revenu sera également fournie.

La stratégie de croissance favorable aux pauvres exige une mise en œuvre plus décentralisée, pour que la communauté locale puisse s'impliquer dans le développement. Un élément essentiel de cette stratégie devrait être de renforcer les secrétariats de division pour en faire les centres de coordination de la gestion des programmes de réduction de la pauvreté.

3.2. Responsabilité et la réforme budgétaires

Reconnaissant l'importance de parvenir à la durabilité budgétaire, le gouvernement du Sri Lanka a fait part de son intention de souscrire aux objectifs énoncés dans la loi sur la responsabilité en matière de gestion budgétaire (LRGB), en repoussant toutefois le calendrier. Les budgets de 2005 et 2006 n'ont pas permis de maîtriser le déficit budgétaire car les projets ambitieux en matière de dépenses n'étaient pas accompagnés d'une augmentation des recettes.

La politique actuelle concernant la réforme financière et économique est moins libérale que par le passé. Le gouvernement a exclu l'option de la privatisation et entend restructurer les douze entreprises stratégiques restantes dans le cadre d'une structure d'entreprise plus autonome, sous la supervision d'une nouvelle Agence pour la gestion des entreprises stratégiques (AGES).

Le secteur financier sri-lankais est soumis à un cadre réglementaire renforcé et affiche une plus grande participation du secteur privé. Les deux banques d'État – la Banque populaire (BP) et la Bank of Ceylon – réunissent 46 % des avoirs bancaires. Les projets de relance de ces banques via la privatisation ont été exclus et le gouvernement entend restructurer la BP, par exemple, dans le cadre de l'AGES, avec le concours de la Banque asiatique de développement (BAD). Bien que les résultats financiers des banques se soient améliorés en 2004, leur situation financière demeure précaire du fait de l'encours croissant de leurs prêts sur la Ceylon Petroleum Corporation (CPC) et le Ceylon Electricity Board (CEB). La création récente d'une banque d'État destinée aux PME renforce la nécessité d'un contrôle adéquat dans ce secteur.

3.3. Politique environnementale

Le cadre général de la politique environnementale du Sri Lanka figure dans le document daté de 2003 sur la politique et les stratégies nationales en matière d'environnement (PSNE) qui ouvre la voie à un développement durable et aborde l'ensemble des secteurs liés à l'environnement. Pour l'essentiel, ce programme porte sur la préservation des sols, de l'eau, de l'atmosphère et de la biodiversité. Il évoque également des stratégies environnementales pour les principaux secteurs économiques, à savoir la sylviculture, la protection de la faune et de la flore, l'agriculture, les industries extractives, la pêche, le tourisme, l'énergie et les transports, la santé et le développement urbain. Le programme mentionne également la participation de la société civile à des initiatives en matière d'éducation, de sensibilisation et de communication.

Les problèmes environnementaux du Sri Lanka sont manifestement liés à la pauvreté et à la pression démographique. Les politiques menées par le pays visent à renforcer les capacités présentes au niveau mondial, national et local via la mise en œuvre des

conventions et protocoles internationaux, tels que le protocole de Montréal, qui prévoit la suppression progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone et l'intégration de pratiques de développement durable dans la planification politique.

Au cours des deux dernières décennies, des améliorations ont été constatées dans les secteurs de l'environnement, de l'énergie et du développement. Dans l'ensemble toutefois, ces avancées n'ont pas atteint les niveaux espérés et l'utilisation non durable des ressources naturelles s'est accélérée. La dégradation des sols, la diminution des ressources hydriques et la détérioration de la qualité de l'eau, la réduction de la biodiversité et des écosystèmes naturels, la pollution terrestre et, finalement, côtière et marine, demeurent des préoccupations environnementales majeures, qui pourraient empêcher le Sri Lanka de se développer durablement sur le plan socio-économique.

4. COOPÉRATION PASSÉE AVEC LA CE, COORDINATION ET DOSAGE DES MESURES

La coopération entre l'Union européenne et le Sri Lanka remonte à 1975, année durant laquelle la Commission européenne et le gouvernement sri-lankais ont conclu un accord de coopération commerciale. Les relations sont actuellement régies par un accord de troisième génération, l'accord de coopération sur le partenariat et le développement (ACPD) entre la Communauté européenne et le Sri Lanka, entré en vigueur en avril 1995.

L'implication politique de l'Union européenne s'est considérablement intensifiée depuis l'accord de cessez-le-feu de 2002 et se poursuivra probablement sous une forme ou une autre. L'UE (représentée par la Présidence et la Commission) est un des quatre coprésidents qui ont été désignés lors de la conférence de Tokyo de juin 2003, afin de soutenir les efforts de médiation de la Norvège et d'évaluer les progrès accomplis dans le cadre du processus de paix de 2002.

Depuis l'accord de cessez-le-feu et la conférence des donateurs organisée à Tokyo en 2003, on a constaté une augmentation notable de la coopération au développement de la CE en faveur du Sri Lanka. Cet appui au processus de paix s'est accompagné d'une aide commerciale et économique, ainsi que d'un programme important de réponse au tsunami, en 2006.

4.1. Soutien à la stabilisation, au processus de paix et à la réduction de la pauvreté dans le nord et l'est

L'aide de la CE s'est principalement concentrée sur le nord et l'est du pays, où la pauvreté et le sous-développement sont les plus aigus, notamment parmi les populations touchées par la guerre. De plus, c'est aussi la partie du pays où des investissements sont nécessaires pour aider à la résolution et à la prévention des conflits. Les efforts ont été concentrés sur les infrastructures de base, conformément aux besoins prioritaires identifiés conjointement par le gouvernement du Sri Lanka et les TLET, avec une forte composante concernant la gouvernance, destinée à garantir la durabilité et à consolider les institutions dans le nord et dans l'est, avec le concours des autorités et des communautés locales.

Au cours de la période 2002-2006, la CE a financé deux programmes qui ont largement contribué aux efforts de réhabilitation et de reconstruction dans le nord et l'est :

- un programme visant à encourager la réinstallation des personnes déplacées via des logements et une gouvernance de meilleure qualité (10 millions d'euros) : ce programme sera mis en œuvre grâce des fonds prévus pour 2006, s'ajoutant à la contribution de 6 millions d'euros engagée en 2005 conformément à la facilité AUP;
- une contribution supplémentaire au projet CARE sur les zones sèches (0,98 million d'euros), destinée à étendre les opérations de développement rural dans les zones du nord et de l'est touchées par le conflit (district de Mannar).

4.2. Aide commerciale et économique

La coopération économique récente entre la CE et le Sri Lanka visait à :

- aider le Sri Lanka à moderniser son cadre réglementaire en matière de commerce et d'investissement; l'objectif principal du projet consistait à renforcer les capacités du gouvernement et des autres parties concernées à mener les négociations avec l'OMC et à satisfaire aux engagements et aux défis lancés par cette organisation et par d'autres accords internationaux en matière de commerce; le projet a aussi visé à renforcer le potentiel d'exportation dans les secteurs clés de l'habillement, des pierres précieuses et de la joaillerie;
- encourager l'approfondissement des liens commerciaux et l'augmentation des investissements entre l'UE et le Sri Lanka; une facilité de petit projet (small project facility – SPF) a promu les liens commerciaux et l'augmentation des investissements (1,6 million d'euros), le dialogue avec la société civile, et a facilité les interactions dans les domaines de la gouvernance et des réformes économiques ainsi que du commerce, les questions liées à l'investissement et à la formation professionnelle, elle a aussi offert au secteur privé du Sri Lanka des opportunités de renforcer ses capacités;

Quant au programme de coopération économique 2003-2005, il comprenait également un volet consacré à l'aviation civile. Le but était de moderniser ce secteur et d'encourager les investissements générés par le marché. La mission d'identification déployée en 2004 avait conclu que le type d'assistance dont avait besoin ce secteur générateur de revenus ne pouvait provenir de subventions et que des partenaires autres que la CE étaient mieux placés pour le soutenir. Le dossier a été abordé lors de la réunion de la commission conjointe CE-Sri Lanka d'octobre 2004 et le GSL a accepté d'abandonner le projet.

4.3. Réaction de la CE au tsunami

Le programme indicatif tsunami, adopté par la Commission en mai 2005, a alloué une somme de 95 millions d'euros au Sri Lanka pour une période de deux ans (2005-2006). L'intervention de la CE met l'accent sur le rétablissement des conditions de subsistance et sur la reconstruction des principales infrastructures économiques.

D'une manière générale, la stratégie a consisté :

- à passer du financement d'urgence à court terme qui a suivi immédiatement le tsunami à une reconstruction à plus long terme, prévoyant un soutien à la subsistance des communautés affectées par le tsunami dans le nord et l'est du pays. Le programme pour le développement des moyens de subsistance (5,5 millions d'euros) mettait l'accent sur les six districts du nord et de l'est frappés par le tsunami et a été mis en œuvre avec le PNUD;
- à reconstruire une route principale endommagée par le tsunami et qui relie, le long de la côte, le sud de l'île (Matara) aux régions orientales en proie au conflit (Ampara). Une enveloppe de 39 millions d'euros a été dégagée, elle est mise en œuvre avec la BAD;
- à reconstruire les dessertes menant à cette route principale dans le district secoué par les conflits d'Ampara. Doté de 30 millions d'euros, ce programme est mené en étroite collaboration avec les communautés et est mis en œuvre avec l'UNOPS (United Nations Office for Project Services);
- à fournir aux communautés installées le long de ces routes dans le district d'Ampara une aide à la subsistance et une aide environnementale, afin qu'elles aient un avenir caractérisé par le développement durable. Cette enveloppe de 20 millions d'euros est mise en œuvre avec l'UNOPS et l'OIM (Organisation internationale pour les Migrations). Le volet environnemental traite des priorités liées au tsunami, aux problèmes chroniques de gestion des déchets solides et à la réhabilitation de l'environnement. L'aide fournie aux collectivités locales est destinée à les doter d'infrastructures de production, afin de rétablir les emplois et la croissance.

Cette distinction géographique permet une répartition équitable de l'aide entre le nord/l'est, d'une part, et le sud/l'ouest, d'autre part, qui reflète les premières estimations des dégâts chiffrant les destructions dans le nord/l'est à 60 % et celles dans le sud/l'ouest à 40 %. L'accent mis sur Ampara témoigne du fait que ce district a sans doute été le plus frappé par le tsunami, mais qu'il a aussi été traditionnellement délaissé.

Le programme d'aide immédiate à la subsistance a été lancé immédiatement, dès 2005. Par contre, les programmes relatifs à la route côtière et au réseau routier d'Ampara, axés sur le plus long terme ont été retardés en 2005, car l'UE attendait que le gouvernement approuve l'instrument P-TOMS (structures de gestion opérationnelle post-tsunami), un instrument commun permettant au gouvernement et aux TLET d'allouer des fonds destinés à la reconstruction post-tsunami dans le nord et l'est. Le gouvernement a finalement rejeté cet instrument, ce qui a entraîné un an de retard pour les travaux dans ces deux régions. Ils ont progressé depuis décembre 2005, mais pâtissent également de la reprise du conflit depuis 2006.

Les préoccupations environnementales ont été intégrées dans les efforts de réhabilitation et de reconstruction de la région côtière déployés via le programme Asia Pro Eco II Post Tsunami (près de 5 millions d'euros). Cette facilité a répondu aux efforts de reconstruction et de réhabilitation déployés par les pays touchés par le tsunami en conjuguant le savoir-faire européen et asiatique. Sept projets consacrés au Sri Lanka ont été approuvés : ils portent sur des thèmes environnementaux tels que la gestion des zones côtières, la planification de l'environnement urbain, la gestion et l'assainissement des eaux, les déchets, etc.

4.4. Autres aides thématiques et régionales

Le budget de l'**aide aux personnes déracinées** a été fortement sollicité au Sri Lanka (21 millions d'euros programmés pour la période 2003-2006), en raison du nombre particulièrement élevé de personnes déplacées (PDI). La guerre civile a laissé derrière elle 800 000 personnes déplacées, dont 172 000 dans des camps de réfugiés. On estime que la moitié de ces personnes sont désormais retournées dans le nord et l'est (mais pas nécessairement dans leur lieu d'origine) et que la plupart d'entre elles se trouvent toujours dans la misère et dans une situation très précaire (revenus incertains, occupation illégale d'une terre, traumatismes psychologiques, vulnérabilité accrue).

Depuis l'accord de cessez-le-feu, la Commission européenne a contribué à hauteur de 13,7 millions d'euros (16,5 millions de dollars) aux **actions contre les mines** au Sri Lanka. Ce montant inclut l'aide fournie par l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et par les lignes budgétaires consacrées à la reconstruction. Les activités de lutte contre les mines (éducation aux risques liés aux mines, inspection, cartographie, délimitation des champs de mine, déminage humanitaire et aide aux survivants) ont été financées pour permettre aux habitants des régions du nord et de l'est du pays de rentrer chez eux en toute sécurité. Ces interventions ont contribué à réduire sensiblement le nombre de blessés dus aux mines terrestres, les incidents étant passés de 20 à 3 à 7 par mois, et au retour – dans des conditions de sécurité – de plus de 400 000 PDI depuis février 2002.

Le Sri Lanka a également bénéficié d'un appui au titre de la ligne budgétaire de l'**Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH)**. Quatre missions d'observation électorale (MOE) ont été déployées au cours des cinq dernières années : en 2000, en 2001, en 2004 et, récemment, pour l'élection présidentielle de novembre 2005. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les étudiants et les universités du Sri Lanka peuvent bénéficier de fonds de la CE depuis 2004. Les activités menées dans le domaine de l'enseignement supérieur seront financées dans le cadre de la programmation régionale en faveur de l'Asie.

Enfin, depuis 2001, la Commission européenne appuie l'amélioration du système sri-lankais de **gestion de la migration** et œuvre au retour et à la réinsertion des citoyens sri-lankais qui soit ont décidé de rentrer au pays au terme d'une période de migration économique dans l'UE, soit ont été contraints de quitter l'UE en tant qu'immigrés clandestins. Cette action a été menée par le biais de quatre projets d'un montant global de quelque 3,3 millions d'euros, dont la mise en œuvre a été assurée par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDM). Le 4 juin 2004, le gouvernement sri-lankais et la Commission européenne, agissant au nom des États membres de l'UE, ont signé un accord de réadmission à Colombo. Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} mai 2005. Le programme Aeneas⁵ continue de considérer le Sri Lanka comme un pays prioritaire et prévoit d'y financer un plus grand nombre de projets.

⁵ Le programme Aeneas, qui couvre la période 2004-2008, a remplacé le programme financé au titre de la ligne B7-667, la principale ligne budgétaire thématique de la CE dans le domaine de la migration.

4.5. Coordination et harmonisation entre les donateurs

Les priorités de l'aide communautaire ont été définies conjointement par la CE et les autorités sri-lankaises. L'aide communautaire a été octroyée en fonction des priorités nationales (régions en retard). Elle reflète les choix sur lesquels se concentrent le financement national ainsi que l'aide fournie par les autres donateurs. La CE a tenté de compléter les activités des autres acteurs et s'est appuyée sur ses domaines de compétence naturels (tels que le développement grâce au commerce). Les institutions financières gouvernementales et internationales se sont concentrées sur les projets d'investissements plus ambitieux (Banque mondiale), ainsi que sur le cadre macroéconomique général (FMI).

La Commission européenne a consenti des investissements importants au niveau de la coordination entre les donateurs, conformément à la politique de l'UE et à la déclaration de Paris. Elle organise des réunions régulières avec les conseillers en développement des États membres et assure également la présidence du groupe des donateurs qui regroupe l'ensemble des donateurs bilatéraux actifs dans le pays. Par ailleurs, elle assure aussi la présidence du groupe des partenaires du développement (en rotation avec les IFI), qui regroupe tous les partenaires bilatéraux, multilatéraux, le CICR et les ONG, actifs dans le pays. En parallèle, elle participe à un groupe-noyau de coordination avec les ONG de manière à permettre la coordination et la discussion au niveau stratégique avec les principales ONG. Cette position centrale en matière de coordination contribue à garantir la cohérence de l'approche de la CE.

En outre, la CE a contribué à instaurer un Comité de coordination des affaires humanitaires qui rassemble les ministères et les donateurs principaux lors de réunions mensuelles et veille à ce que les questions humanitaires soient traitées de manière coordonnée. Cette démarche s'est révélée particulièrement efficace pour maintenir l'accès et acheminer les fournitures nécessaires aux partenaires de développement dans le nord et l'est.

4.6 Analyse de la cohérence avec les autres politiques de la CE (dosage des politiques)

L'aide au développement de la CE constitue un instrument permettant de mettre en œuvre la politique de l'UE en faveur du Sri Lanka, de même que les stratégies de développement plus larges de l'Union. Plus particulièrement, la politique de l'UE à l'égard du Sri Lanka met l'accent sur la résolution des conflits, la reconstruction – le cas échéant – dans les régions affectées par les conflits, le développement grâce au commerce et à la bonne gouvernance, y compris les droits de l'homme et l'aide humanitaire. Ces priorités ont dicté les domaines de concentration de l'aide communautaire par le passé et, telles qu'elles sont définies ci-dessous, constituent également la base des interventions futures.

L'aide liée au conflit et à la bonne gouvernance s'inscrit entièrement dans la ligne des stratégies déployées par l'Union européenne en matière de prévention des conflits, ainsi que de la position et de la politique défendues par l'UE en tant que coprésidente du processus de paix en cours. L'aide au développement par le biais de l'appui au commerce, accordée par la CE est tout à fait conforme aux politiques menées par l'Union par rapport à l'OMC et au cycle des négociations commerciales en cours, aux politiques

internes de l'UE en matière de sécurité et au statut du Sri Lanka en tant que bénéficiaire du système de concessions commerciales SPG+.

La Commission européenne a consenti des investissements importants, en coordination avec les États membres, pour garantir la cohérence avec eux, ainsi que vis-à-vis de la DG ECHO, afin que le dosage et le lien entre l'aide humanitaire et la reconstruction soit aussi efficace que possible.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente stratégie, une attention particulière sera accordée aux développements qui interviendront dans les autres domaines d'action communautaire, tels que le commerce et les investissements, l'éducation et la culture, la recherche et le développement, l'environnement, la justice et les affaires intérieures, afin de garantir un niveau optimal de cohérence et de synergie.

5. ENSEIGNEMENTS TIRES

5.1 Appui à la stabilisation, à la paix et à la réduction de la pauvreté dans le nord et l'est

La situation politique, l'intensification du conflit et la pauvreté chronique ont justifié la décision prise antérieurement de concentrer la stratégie sur le nord et l'est du Sri Lanka. Le sud et l'ouest du pays ont néanmoins bénéficié d'une aide communautaire au développement par le biais du commerce et du programme tsunami, et en particulier du projet routier qui jouit d'une forte visibilité.

Les interventions antérieures de la CE visaient un objectif immédiat : atténuer les situations de pauvreté extrême et recréer des conditions de subsistance à une échelle relativement modeste. Les programmes ont été jugés satisfaisants sur la base du suivi orienté vers les résultats. Les éléments qui ont bien fonctionné forment un ensemble constitué de mesures de développement des infrastructures (notamment des routes et de l'environnement) et de mesures d'aide aux moyens de subsistance en faveur des communautés locales, afin qu'elles se stabilisent et se développent de manière autonome. Le réseau routier et le logement sont toujours considérés – y compris par le gouvernement du pays – comme les deux secteurs nécessitant des investissements urgents et considérables de la part des donateurs, dans le nord et l'est. Sur la base de l'expérience acquise par le passé dans ces deux secteurs, il apparaît que le logement est mieux couvert par les donateurs d'aide, notamment par la CE. Le logement a constitué un secteur important de concentration de l'aide pendant la période 2005 – 2006, en aidant au retour des personnes déplacées. Le réseau routier a cependant constitué un domaine de concentration moins important, bien qu'il puisse avoir un impact majeur sur l'activité économique.

L'expérience acquise par le passé a montré que l'aide future de la CE devait présenter deux caractéristiques essentielles dans ses efforts de développement au Sri Lanka, à savoir :

- l'efficience : les programmes d'aide communautaires sont fortement entravés par les conflits qui limitent l'accès des agences de développement et des partenaires chargés de la mise en œuvre des projets d'aide et
- l'efficacité : les programmes d'aide pourraient avoir des effets plus importants si les fonds étaient davantage concentrés sur des régions plus petites; par le passé, les partenaires chargés de la mise en œuvre, y compris les plus efficaces, ont éprouvé la nécessité de respecter un équilibre entre les huit districts, ce qui a entraîné une trop grande dispersion de l'aide entre des secteurs et des districts trop nombreux.

Les leçons tirées de la coopération antérieure poussent donc à :

- maintenir l'accent sur le nord et l'est pour que la CE puisse contribuer le plus efficacement possible à aider le Sri Lanka à réduire la pauvreté et à résoudre le conflit;
- concentrer les ressources géographiquement sur le nord et l'est pour éviter un trop grand éparpillement des ressources;
- reconnaître le fait que seule une approche intégrée pourra produire des résultats durables au niveau de la reconstruction, là où les travaux d'infrastructure (tels que les routes et les logements) doivent s'accompagner d'une aide à la subsistance pour aider les communautés à se réinstaller et à devenir autonomes, ainsi que de mesures d'accompagnement permettant d'améliorer la planification et la gouvernance au niveau des districts, en renforçant ainsi les capacités de développement durable à long terme;
- accompagner le développement intégré d'une aide plus importante en faveur des activités de réconciliation et des autres aspects de la bonne gouvernance, afin de faciliter la création d'une région de liberté, de sécurité et d'ordre public; il s'agit là de l'élément essentiel pour créer la confiance entre le gouvernement et le public et, au sein du public, entre les trois communautés ethniques;
- adopter une approche souple du développement qui tienne compte du conflit : reconnaître qu'en temps de conflit, les plans ambitieux de développement intégré des districts ne sont pas réalisables et que, dans de telles périodes, la CE devrait mettre davantage l'accent sur les communautés touchées par les conflits et sur les personnes déplacées en particulier;
- reconnaître que le conflit change aussi avec le temps : tandis qu'une région du nord est peut être inaccessible en raison du conflit, d'autres régions peuvent être relativement calmes;
- reconnaître les besoins chroniques particuliers des personnes déplacées, non seulement grâce à l'aide à court terme mais aussi à l'aide à moyen terme à la subsistance, à la reconstruction, à l'éducation, etc., tant dans les communautés d'accueil que, lorsque les conditions le permettent, dans les communautés de départ.

5.2 Coopération commerciale et économique

L'aide fournie par le passé a montré que le développement grâce au commerce est très efficace, puisqu'il crée des postes de travail et une croissance, à une échelle plus grande que l'aide seule ne pourrait atteindre. Il s'agit aussi d'un domaine où la CE jouit d'un avantage comparatif unique. Cette politique de « développement-grâce-au-commerce » fonctionne de manière optimale lorsqu'un régime favorable d'accès au commerce (dans le cas du Sri Lanka, le régime de concession commerciale SPG+) est complété par des programmes d'aide à la négociation pour garantir que le Sri Lanka puisse tirer parti de son accès favorable au commerce.

Il est encore possible d'étendre la coopération à plusieurs domaines stratégiques, notamment le développement des ressources humaines, les questions liées à la technologie de l'information, la libéralisation des services ou les mécanismes de règlement des différends. L'étude conjointe UE-Sri Lanka sur le commerce fournit une bonne base pour les futurs projets de soutien. La diversification et l'acceptabilité des exportations (via des normes renforcées) se sont avérées précieuses et susceptibles de déboucher sur de nouveaux domaines de coopération. Il faudra affiner davantage les besoins, en fonction du résultat final du cycle de Doha. Les projets qui en découleront devront se fonder sur les réussites antérieures, par exemple la facilité pour les petits projets, et sur des dispositifs de mise en œuvre simples, afin d'en assurer l'efficacité et de donner la priorité aux domaines où l'UE peut apporter une importante valeur ajoutée, tels que : les mesures sanitaires et phytosanitaires, la facilitation des échanges commerciaux, le développement du commerce, les investissements endogènes, les services d'appui aux PME et les services de soutien aux exportations. L'évaluation des besoins commerciaux achevée en septembre 2005 a mis en avant les points suivants :

- le secteur des services requiert une assistance technique supplémentaire, en particulier en ce qui concerne les avantages de la libéralisation des services, dont il faudra tenir compte des implications sur les négociations en cours dans le secteur, dans le cadre des accords régionaux et bilatéraux; cette assistance ne devrait pas viser le seul ministère du Commerce, mais aussi s'adresser aux chambres de commerce et autres acteurs concernés;
- il est essentiel de fournir une assistance en matière de diversification vers de nouveaux secteurs et de pénétration du marché, via des partenariats public-privé pour une efficacité optimale; ces dernières années, les concurrents du Sri Lanka ont acquis un avantage compétitif dans des secteurs concernant plusieurs produits essentiels, tels que le thé, la céramique, les pierres précieuses, les chaussures, l'habillement, les diamants et la joaillerie, etc.; la dépendance traditionnelle du pays vis-à-vis d'un panier restreint d'exportations (le thé et l'habillement représentent 63 % du total de celles-ci) l'expose à la versatilité de ces marchés et aux pressions exercées sur les prix;
- une assistance dans le domaine des douanes est nécessaire, afin d'en renforcer l'efficacité et d'accélérer les transactions commerciales; parmi les propositions figuraient la mise à jour du règlement douanier, l'élaboration d'une base de données destinée à enregistrer les importateurs et des exportateurs à des fins d'évaluation en douane et la mise sur pied d'un système informatique efficace pour accélérer les procédures de dédouanement;

- dans le domaine des entraves techniques aux échanges (ETE), les priorités portaient sur le soutien aux organismes d'accréditation, le renforcement du point d'information ETE et la formation du personnel de laboratoire; dans le domaine des normes sanitaires et phytosanitaires, les priorités portaient notamment sur l'aide à l'élaboration d'un guide simplifié relatif aux normes communautaires en matière de sécurité.

D'une manière générale, les acteurs sri-lankais concernés jugent eux aussi la coopération commerciale de manière positive. La facilité pour les petits projets a permis aux entreprises sri-lankaises d'exploiter leur grand dynamisme et de faire face aux changements imprévisibles de gouvernement et aux fluctuations des politiques. Lorsque le premier groupe de projets aura été mené à terme, une évaluation de la facilité sera effectuée, afin d'en tirer des enseignements pour l'avenir.

5.3 Aide communautaire future : principes directeurs

La stratégie de réponse du document de stratégie pays utilise, comme point de départ, la stratégie de développement de la CE, ainsi que la politique de l'UE à l'égard du Sri Lanka. Cette démarche permet de définir les domaines de concentration de l'aide. Elle permet aussi d'adopter l'approche basée sur les scénarios qui sera utilisée pour le présent document de stratégie pays, reconnaissant que l'aide devra être adaptée selon la phase traversée par le Sri Lanka. Cette estimation devra être faite avec souplesse et jugement. Enfin, l'UE dans son ensemble a certains principes concernant l'aide fournie en période de conflit, qui sous-tendent le présent DSP, et notamment la fongibilité de l'aide (l'aide peut bénéficier au gouvernement mais ne devrait pas dépasser le budget), le caractère délicat du conflit (il convient de s'assurer que les projets de l'aide sont conçus de manière à être faisables en temps de conflit et, si possible, à apaiser les conditions du conflit) et le dividende de la paix (il convient de s'assurer que l'aide joue un rôle de mesure d'incitation pour aboutir à la solution du conflit et à la prévention).

En ce qui concerne l'harmonisation avec les autres donateurs, la Commission s'efforcera de traduire, au niveau des programmes, les principes de la **déclaration de Paris** et veillera à appuyer les secteurs dans lesquels la CE apporte une valeur ajoutée manifeste et qui fait défaut chez les autres grands donateurs (cf. point 4.5).

La stratégie future de la CE pour coopérer au développement du Sri Lanka tendra en outre à s'harmoniser avec les autres politiques de l'UE, notamment dans le domaine du commerce et de la prévention des conflits. Ce **dosage des politiques** implique que l'UE octroie des concessions commerciales au Sri Lanka et appuie la candidature de ce pays pour qu'il adhère à l'OMC. Les interventions exposées dans le présent DSP au titre de l'assistance commerciale et économique renforcent ce cadre d'action politique général. La politique de développement de l'UE accorde une importance particulière à la prévention et à la résolution des conflits. La stratégie de réponse doit tenir compte du caractère délicat du conflit et tenter de soutenir les efforts déployés par le Sri Lanka afin d'y trouver une solution politique et de relever les défis économiques dans le nord et l'est.

6. STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA CE

L'analyse qui précède et les enseignements acquis grâce à l'expérience du passé, mènent aux trois objectifs principaux du DSP de la CE pour la période 2007-2013, à savoir : reconstruction et stabilisation du nord et de l'est, appui à la bonne gouvernance et résolution des conflits et, enfin, développement grâce à des programmes commerciaux.

Une enveloppe totale de 112 millions d'euros a été prévue en faveur du Sri Lanka, pour la durée du DSP, soit 2007-2013.

La stratégie de réponse de la CE tente aussi d'établir une relation concrète et efficace entre la coopération au développement à long terme de la CE, d'une part, et l'aide humanitaire de la CE (de la DG ECHO), d'autre part.

Étant donné la situation de conflit, la CE envisage le Sri Lanka comme un "pays de conflit en crise", ce qui permet de garantir une souplesse au niveau de la mise en œuvre de manière à satisfaire aux exigences sur le terrain et à maintenir l'efficacité et l'efficacité de l'aide.

6.1. Une stratégie de réponse souple, fondée sur les scénarios

Au cours des sept dernières années, le Sri Lanka a connu des situations politiques extrêmement différentes, comprenant des périodes de paix troublée, de conflits de faible intensité et de conflits d'intensité élevée. En 2007, le Sri Lanka entame une nouvelle période de conflit. Ces conflits sont clairement l'obstacle le plus important à la mise en œuvre réussie du programme communautaire proposé.

Au cours des sept prochaines années, de la même manière, on peut s'attendre à des situations politiques différentes. Pour pouvoir y faire face, le DSP adopte une approche souple, qui permet à l'appui et à la stratégie de réponse de la CE de s'adapter en fonction des conditions fluctuantes. Trois scénarios différents ont ainsi été identifiés comme suit :

a) Scénario n°1 '**Climat positif dans le sens de la paix/paix troublée**' : un engagement à été donné de retourner à la table des négociations, on constate une atténuation de la violence et un élan se dessine en faveur de négociations de paix totale. Il s'agit d'une situation semblable à celle de 2002 et du début de 2006. Dans un tel scénario, le développement intégré des districts sera poursuivi comme prévu, le développement grâce au commerce et à la bonne gouvernance suivra les voies normales et appuiera aussi bien les institutions publiques que privées.

b) Scénario n°2 '**Conflit de faible intensité**' : dans un tel scénario, le niveau de violence augmente et l'élan est faible en faveur de négociations de paix, mais aucune des parties n'est prête à se replonger dans un conflit d'intensité élevée. Dans ce scénario intermédiaire, le développement intégré des districts peut se révéler problématique et l'appui visera davantage des domaines où le travail est possible, il s'attachera à essayer de maintenir les communautés vulnérables sur place en leur apportant une aide aux moyens de subsistance, en leur offrant des services, ainsi qu'une infrastructure limitée. Pour les deux secteurs hors concentration, l'appui profitera aussi bien aux instances publiques que privées mais sera généralement mis en œuvre par des acteurs privés et, uniquement si dûment justifié, l'aide pourrait passer via les institutions du gouvernement.

c) Scénario n°3 **‘Conflit d’intensité élevée’** : dans un tel scénario, il n’existe pas de perspective de revenir à la table des négociations et les parties suivent une ligne militaire dure. Il s’agit du scénario de 1997 et 1998, et peut-être aussi de 2007. L’appui aura tendance à se concentrer sur les communautés et sur les individus déracinés, en essayant de satisfaire à leurs besoins à moyen terme dans les communautés d’accueil où ils se réfugient et qui ne peuvent être satisfaits par l’instrument de la DG ECHO. L’appui à la gouvernance et au commerce sera canalisé exclusivement par le biais des ONG et du secteur privé.

Reconnaissant que la situation est fluide et qu’elle peut changer rapidement, la CE devra adopter une approche ‘sur mesure’ et souple. Pour ce faire, elle adaptera son aide grâce à des programmes d’action annuels, en fonction du scénario en cours au moment donné.

6.2. Secteur de concentration : stabilisation et reconstruction dans le nord et l’est

Le chapitre consacré à l’analyse de la situation a identifié des niveaux disproportionnés de pauvreté dans le nord et l’est, plus la nécessité évidente d’aider le Sri Lanka pour qu’il parvienne à une résolution du conflit, ainsi que dans le domaine de la prévention. Il s’agit là de deux défis de développement à relever de manière impérative. Lorsqu’ils sont mis en parallèle avec les enseignements tirés des programmes passés et en cours, cela nous mène à ce que, pour la période 2007-2013, les fonds communautaires se concentrent principalement sur le **développement intégré des districts dans un ou deux districts du nord et de l’est**, pour autant que les circonstances le permettent (voir scénarios ci-dessus). Cet objectif comprendra un volet concernant les infrastructures, notamment les routes et les infrastructures au niveau de la communauté qui y sont associées, telles que le logement. Ce volet sera complété par un appui en faveur de mesures supplémentaires pour les moyens de subsistance, impliquant les communautés locales et le secteur privé, afin de garantir la durabilité de la reconstruction de la région. Le choix du district sera effectué en fonction de critères tels que l’importance de la population, le montant des aides reçues suite au tsunami et la capacité de mise en œuvre. Mais l’efficacité de l’aide au développement déployée dans le nord et l’est est aussi limitée du fait de la faiblesse des structures existantes de gouvernance. Ainsi, des mesures d’accompagnement supplémentaires seront prévues pour renforcer les capacités de gouvernance au niveau du district et au niveau inférieur, tout particulièrement concernant les questions de planification du développement et de maintenance/durabilité.

Fondés sur les politiques de l’UE en matière de coordination et d’efficacité, les mécanismes de mise en œuvre seront déployés dans le cadre d’une coopération directe avec les autres donateurs (y compris les IFI) et les instances sri-lankaises pourvues d’une capacité avérée en matière de mise en œuvre (telles que la BAD, les agences des Nations unies, les institutions publiques locales et les ONG). En raison de la surcharge de travail de ces organismes, il faudra veiller à ce que ceux choisis pour mettre les actions en œuvre disposent des moyens nécessaires à cet effet.

Compte tenu de l’impact considérable des mines terrestres et des engins non explosés sur la reconstruction et la réinstallation des PDI au Sri Lanka, la CE pourra appuyer des actions dans ce domaine qui soient directement liées à la réinstallation. Toutefois, le travail à grande échelle concernant les mines terrestres exigera tout d’abord que des progrès soient faits dans le sens de la convention d’Ottawa.

L'aide communautaire évoluera en fonction des trois scénarios décrits ci-dessus. Dans le premier cas, les programmes de développement intégré des districts seront menés comme prévu dans la stratégie. Dans le deuxième, qui rend problématiques les actions de construction relevant du développement intégré des districts, l'accent sera mis sur des domaines où le travail est possible et on tentera de maintenir en place les communautés vulnérables en leur apportant une aide au niveau de leurs moyens de subsistance, des services et des petites infrastructures. Pour les deux secteurs hors concentration, l'appui pourra être bénéfique aussi bien pour les instances publiques que privées, mais il sera généralement mis en œuvre via des acteurs privés et, uniquement si dûment justifié, l'aide pourrait passer via les institutions du gouvernement. Enfin, dans le scénario 3, l'aide portera principalement sur les communautés et les populations déracinées et tentera de répondre, dans les communautés d'accueil où elles ont trouvé refuge, aux besoins à moyen terme auxquels la DG ECHO ne peut apporter de réponse.

6.3. Secteurs hors concentration

En parallèle avec l'action prioritaire décrite ci-dessus, le chapitre consacré à l'analyse de la situation et celui concernant les enseignements tirés ont permis de sélectionner deux secteurs hors concentration pour l'aide communautaire au cours de la période à venir, à savoir : le développement grâce au commerce et la bonne gouvernance, qui bénéficieront également de fonds importants.

Le développement grâce à l'appui au commerce prend acte du fait que les concessions commerciales telles que celles accordées dans le cadre du système SPG+ peuvent avoir un impact important sur le développement du pays mais que des pays tels que le Sri Lanka n'ont pas pu tirer parti au maximum de ces mesures par le passé. L'appui fourni dans le cadre du deuxième secteur hors concentration mettra l'accent sur la promotion de la bonne gouvernance grâce à la réforme électorale, à la défense des droits de l'homme et au contrôle de la situation en la matière et à la résolution des conflits.

Les interventions futures de la CE dans le domaine du "**développement grâce au commerce**" s'inscriront dans la droite ligne des conclusions et des recommandations issues de l'évaluation des besoins commerciaux de septembre 2005. La CE continuera à mettre l'accent, entre autres, sur l'assistance technique et sur la diversification des échanges et tiendra dûment compte de la dimension sociale de la libéralisation des échanges et de la mondialisation.

L'aide communautaire évoluera en fonction des trois scénarios décrits ci-dessus. Dans le premier cas, l'aide transitera aussi bien par le biais d'institutions publiques que par le secteur privé. Dans le deuxième, l'appui pourra profiter aussi bien aux organismes publics que privés, mais il sera généralement mis en œuvre par l'intermédiaire d'acteurs privés et, uniquement si cela est dûment justifié, l'aide pourra passer par des organismes publics. Enfin, dans le scénario 3, seuls des acteurs privés seront bénéficiaires de l'aide.

Le second secteur hors concentration sera celui de la **bonne gouvernance et de la résolution des conflits**. Les interventions menées dans ce cadre seront conçues de manière à soutenir et à renforcer les priorités déjà poursuivies par la CE et l'UE via d'autres instruments ou programmes en matière de prévention et de résolution des conflits. Dans le cadre de la coopération du DCI dans les domaines de la gouvernance, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'appui à la réforme des institutions, liés en particulier à la coopération et à la réforme de la politique dans les secteurs de la sécurité et de la justice, la CE pourra mettre en œuvre des mesures qui respecteront pleinement les

lignes directrices du CAD de l'OCDE, tout en tenant compte également des conclusions du Conseil européen en la matière. Les trois domaines envisagés sont les suivants : les droits de l'homme, les activités de résolution des conflits, destinées à poursuivre le soutien au processus de paix et à la réforme électorale, afin de soutenir les recommandations formulées à la suite de l'observation électorale entreprise au cours de ces dernières années.

Sur la question des droits de l'homme, la CE tentera de renforcer la capacité du Sri Lanka à améliorer les normes en la matière, ce qui constitue une dimension fondamentale de la bonne gouvernance démocratique. L'objectif est de soutenir les activités de défense et de contrôle et de contribuer, ce faisant, à inverser la spirale négative dans le domaine des droits de l'homme et à mettre un terme à leurs fréquentes violations, encouragées par une culture croissante de l'impunité. Les activités tenteront de soutenir les institutions nationales pour qu'elles observent mieux les droits de l'homme, y compris la commission nationale des droits de l'homme – largement inefficace – mais aussi pour qu'elles effectuent le suivi du travail effectué et qu'elles aident à mettre en œuvre les recommandations de 2007 de la commission nationale d'enquête sur les droits de l'homme. Les activités seront mises sur pied en tenant compte des conclusions et des recommandations des missions menées par les Nations unies dans le domaine des droits de l'homme, en particulier du rapport élaboré par le rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires.

Concernant la société civile, la CE examinera les possibilités de soutenir le dialogue entre les trois grandes communautés du pays et de renforcer la contribution de la société civile sri-lankaise au processus de paix. Ces mesures viseront à combler le manque de confiance au niveau des communautés et, en particulier, le manque de communication entre les communautés du nord et de l'est, d'une part, et celles du sud, d'autre part. La CE a financé avec succès de telles mesures dans d'autres situations de conflit, par exemple en Irlande du Nord et dans les Balkans.

Concernant la réforme électorale, l'intention est d'appuyer la mise en œuvre des actions recommandées par les missions successives d'observation électorale (MOE) de l'UE, déployées au Sri Lanka (2000, 2001, 2004 et 2005). Le gouvernement du Sri Lanka marque son accord de principe avec ces recommandations et s'est engagé à les appliquer dès que possible. Une question essentielle concerne la création d'une commission électorale indépendante, conformément au 17^{ème} amendement de la Constitution. L'aide pourrait comprendre le renforcement des capacités de la commission électorale dès sa création, afin de soutenir la mise en œuvre d'autres recommandations formulées par le passé, et qui seront formulées à l'avenir, par les MOE.

Dans le premier scénario, les fonds transiteront aussi bien par le biais d'institutions publiques que par la société civile (ONG). L'objectif consiste à contribuer aux efforts de paix en promouvant des mesures visant à renforcer la confiance, à plusieurs niveaux, au sein des trois communautés principales et éventuellement aussi en promouvant le pluralisme linguistique et le respect des droits linguistiques. Dans le deuxième scénario, un accent particulier sera mis sur les interventions visant à aplanir les divergences existant entre les différentes ethnies et religions, au niveau national et local. Les bénéficiaires naturels de ces interventions seront la société civile et les ONG, tandis que le choix des organismes publics destinataires devra être effectué soigneusement, afin d'éviter la fongibilité des fonds. Enfin, dans le troisième scénario, alors que les projets

en matière de gouvernance pourront profiter à l'ensemble des parties, l'appui sera mis en œuvre par l'intermédiaire d'acteurs privés et sera axé sur la société civile, ainsi que sur les ONG, afin d'aider à la compréhension mutuelle, de créer un groupe de pression en faveur de la paix pour faciliter la reprise des négociations et de soutenir des activités de défense et de contrôle des droits de l'homme indépendantes. Dans le cadre de ce scénario, il est cependant probable que l'appui à la réforme électorale soit jugé opportun ou réalisable.

6.4. Coordination avec les autres donateurs

Le chapitre consacré à la coordination (cf. point 4.5) présente les principaux axes de coordination actuellement en place et qui seront poursuivis, notamment pour ce qui est de la coordination avec les États membres de l'UE et d'autres agences. Il importe cependant d'envisager certains aspects spécifiques supplémentaires :

- L'évaluation des besoins avec le gouvernement et les autres donateurs. Lors de la phase d'identification des programmes d'assistance (prévue en 2006), la CE devra veiller non seulement à ce que ses activités continuent de s'inscrire dans la stratégie générale du gouvernement, mais aussi à ce qu'elles complètent celles prévues par d'autres donateurs. Cette mise au point est particulièrement importante pour ce qui est des actions entreprises par les IFI.
- La coordination de la mise en œuvre des activités prévues avec les agences nationales actives dans le domaine du développement à l'échelon national, provincial et des districts.
- La recherche de la coopération avec les autres donateurs. La politique de l'UE concernant l'efficacité de l'aide a abouti à la conclusion fondamentale que l'association avec d'autres agences sur des projets précis accroît l'efficacité et l'efficacé. C'est pourquoi la CE continuera de chercher à établir une coopération directe avec d'autres donateurs, sur les différents projets.
- L'appropriation du gouvernement et l'engagement des communautés sont deux éléments essentiels pour la réussite des projets menés précédemment au Sri Lanka et ailleurs. Dès lors, la CE s'efforcera d'impliquer activement le gouvernement et les communautés à chaque stade du processus.

ANNEX 1: EU/EC Co-operation objectives

1. The EC Treaty Objectives for External Co-operation

The European Commission's development programme in Sri Lanka is grounded in the objectives set out in Art 177 of the Treaty of the European Union (TEU),⁶ which sets out the following broad objectives for development cooperation:

- The sustainable economic and social development of the developing countries, and more particularly the most disadvantaged among them.
- The smooth and gradual integration of the developing countries into the world economy.
- The campaign against poverty in the developing countries.

This is tied to the general objective of developing and consolidating democracy and the rule of law, and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms. The Treaty also calls for coordination and consultation between the Community and the Member States on their aid programmes.

On the basis of Article 179 of the same Treaty, a new Development Cooperation Instrument (DCI) was adopted in December 2006. Sri Lanka is eligible to participate in cooperation programs financed under the DCI [European Parliament and Council Regulation (EC) No. 1905/2006 of 18 December 2006 establishing a financial instrument for development cooperation.

2. Objectives of the EU as laid down in other applicable documents

The 2001 Communication *Europe and Asia* (Commission Communication COM(2001)469 "[Europe and Asia: A Strategic Framework for enhanced partnerships](#)") further defines the framework the following 6 objectives: (i) contribute to peace and security in the region and globally, through a broadening of our engagement with the region; (ii) further strengthen our mutual trade and investment flows with the region; (iii) promote the development of the less prosperous countries of the region, addressing the root causes of poverty; (iv) contribute to the protection of human rights and to the spreading of democracy, good governance and the rule of law; (v) build global partnerships and alliances with Asian countries, in appropriate international fora, to help address both the challenges and the opportunities offered by globalisation and to strengthen our joint efforts on global environmental and security issues; (vi) and help strengthen the awareness of Europe in Asia (and vice versa).

3. Speeding up Progress towards the Millennium Development Goals

In its 12 April 2005 Communication on Speeding up progress towards the Millennium Development Goals, the Commission takes stock of the EU's contribution to

⁶ <http://europa.eu.int/abc/obj/treaties/en/entoc05.htm>

development and identifies the necessary measures to accelerate achievement of the MDGs. The Commission aims at (a) setting new intermediate targets for growth in official aid budget by 2010 for both EU and Member States, ultimately achieving the 0.7% target of Gross National Income (GNI) by 2015, (b) speeding up reforms to improve aid quality, (c) re-evaluating EU's influence on the conditions for development and (d) ensuring Africa's primacy as the beneficiary of these approaches with a re-renewed impetus of partnership between the two continents. The proposals on Development Financing and Policy Coherence are set out in detail in two other communications. Together these contribute to the three pillars of sustainable development (economic, social and environmental).

4. Financing for Development and Aid Effectiveness

In its 12 April 2005 Communication on Financing for Development and Aid Effectiveness,⁸ the Commission outlines means of achieving interim targets of increased ODA volumes by 2010 and move towards the UN target of 0.7% GNI by 2015. It suggests new aid modalities, innovative finance sources and includes proposals in addressing the remaining post-HIPC debt problem of low income countries. It suggests redefining EU commitment regarding GPG. The main challenge on co-ordination and harmonisation is the credible implementation of the EU framework and results of the High Level Forum on aid effectiveness and complementarity in aid delivery. Commitment on reforming the International Finance System must be strengthened.

5. EU Policy Coherence for Development

In its 12 April 2005 Communication on Policy Coherence for Development,⁹ the Commission has defined coherence commitments in the overall framework of the EU sustainable development strategy and identified the following priority areas with high potential of attaining synergies with development policy objectives: trade; environment; security; agriculture and fisheries; social dimension of globalisation, employment and decent work; migration; research and innovation; information society; transport and energy. These commitments were endorsed by the Council (GAERC) on 24 May 2005. The Communication further calls on non-development policies to respect development policy objectives and on development cooperation to also contribute, where possible, to reaching the objectives of other EU policies.

6. The 'European Consensus' on EU Development Policy

In its meeting on 22 November 2005, the General Affairs and External Relations Council (GAERC) adopted the EU Development Policy Statement, also known as "the European Consensus"¹⁰, endorsed by the European Parliament on 15th December, substituting the development commitments of the Joint Declaration of the Council and European

⁷ COM 2005/0132 final

⁸ COM 2005/0133 final

⁹ COM2005/0134 final

¹⁰ Joint Statement on European Union Development Policy 'the European Consensus', Council of the European Union, 14820/05.

Commission from November 2000. The “European Consensus on Development” provides, for the first time, a common vision that guides the action of the EU, both at its Member States and Community levels, in development cooperation. The Statement identifies the eradication of poverty in the context of sustainable development, including pursuit of the MDGs, as the primary and overarching objective of EU development cooperation. The Statement also emphasises that EU partnership and dialogue with third countries will promote common values of respect for human rights, fundamental freedoms, peace, democracy, good governance, gender equality, the rule of law, solidarity and justice and the EU’s commitment to effective multilateralism.

The priorities from the ‘European Consensus’ are supported by a number of subject-specific communications, including the 2001 Communication on the Programme of Action for the mainstreaming of gender equality in Community development cooperation, the 2002 Communication ‘Trade and development: assisting developing countries to benefit from trade’, the 2003 Communication on Governance and Development and the Sixth Environmental Action Plan (Com (2001) 31, the Communication on "Fighting rural Poverty" (COM 2002, 429) and the EU Guidelines to support land policy design and reform processes in developing countries (COM (2004) 686).

ANNEX 2: Country at a Glance

The status of the country as to the likely achievement of the Millennium Development Goals at a glance.

In October 2006, *United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific UNESCAP*, the *United Nations Development Programme UNDP* and the *Asian Development Bank ADP* have issued a report “Millennium Development Goals: Progress in Asia and the Pacific 2006”. This report is the latest update on the progress towards MDGs in Asia and the Pacific. It highlights the region's achievements and exposes issues on which much work remains to be done. The report looks in a more holistic way at overall country progress by assessing absolute MDG indicators in addition to MDG targets. The report classifies the progress made by each country into 4 categories:

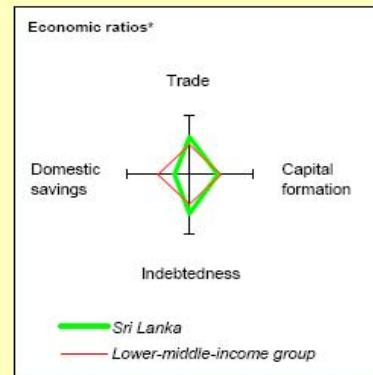
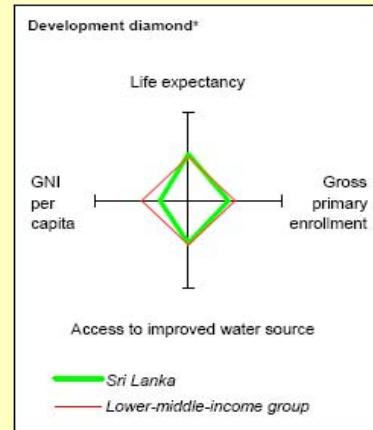
- *Early achiever* — Has already met the target
- ▲ *On track* — Expected to hit the target by 2015
- *Off track – Slow* — Expected to hit the target, but after 2015
- ▼ *Off track – Regressing* — Slipping backwards, or stagnating

Goal	1	2	3	4	6	7
	\$1/day poverty Underweight children Primary enrollment Reaching grade 5 Primary completion rate		Gender primary Gender secondary Gender tertiary	Under-5 mortality Infant mortality	HIV prevalence TBC prevalence TBC death rate	Forest cover Protected area CO ₂ emissions ODP CFC consumption Water urban Water rural Sanitation urban Sanitation rural
Sri Lanka	▲	●	● ●	● ●	▲ ● ● ●	▼ ● ● ● ● ● ● ● ●

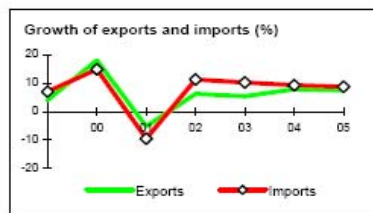
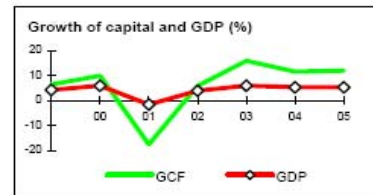
Sri Lanka at a glance

8/13/06

POVERTY and SOCIAL	Sri Lanka	South Asia	Lower-middle-income		
2005					
Population, mid-year (millions)	19.6	1,470	2,475		
GNI per capita (Atlas method, US\$)	1,160	684	1,918		
GNI (Atlas method, US\$ billions)	22.7	1,005	4,747		
Average annual growth, 1999-05					
Population (%)	0.5	1.7	1.0		
Labor force (%)	0.6	2.1	1.4		
Most recent estimate (latest year available, 1999-05)					
Poverty (% of population below national poverty line)		
Urban population (% of total population)	15	28	50		
Life expectancy at birth (years)	74	63	70		
Infant mortality (per 1,000 live births)	12	66	33		
Child malnutrition (% of children under 5)	30	45	12		
Access to an improved water source (% of population)	79	84	82		
Literacy (% of population age 15+)	91	60	89		
Gross primary enrollment (% of school-age population)	98	110	114		
Male	..	116	115		
Female	..	105	113		
KEY ECONOMIC RATIOS and LONG-TERM TRENDS					
	1985	1995	2004	2005	
GDP (US\$ billions)	6.0	13.0	20.1	23.5	
Gross capital formation/GDP	22.2	25.7	25.0	26.2	
Exports of goods and services/GDP	26.4	35.6	36.4	34.0	
Gross domestic savings/GDP	10.2	15.3	15.9	14.6	
Gross national savings/GDP	17.2	19.9	18.6	20.2	
Current account balance/GDP	-6.7	-5.8	-3.2	-5.3	
Interest payments/GDP	1.9	1.1	0.9	..	
Total debt/GDP	59.2	64.4	54.3	..	
Total debt service/exports	16.4	8.0	8.5	..	
Present value of debt/GDP	45.0	..	
Present value of debt/exports	100.2	..	
	1985-95	1995-05	2004	2005	2005-09
<i>(average annual growth)</i>					
GDP	4.4	4.2	5.4	5.3	6.0
GDP per capita	3.1	3.5	4.5	4.4	5.0
Exports of goods and services	7.5	5.6	7.8	7.5	4.7



STRUCTURE of the ECONOMY	1985	1995	2004	2005
<i>(% of GDP)</i>				
Agriculture	27.7	23.0	17.8	16.8
Industry	26.2	26.5	26.8	26.1
Manufacturing	14.7	15.7	15.3	14.9
Services	46.1	50.5	55.4	57.1
Household final consumption expenditure	79.5	73.2	76.0	76.9
General gov't final consumption expenditure	10.2	11.5	8.1	8.5
Imports of goods and services	38.4	46.0	45.5	45.6
	1985-95	1995-05	2004	2005
<i>(average annual growth)</i>				
Agriculture	1.8	1.2	-0.7	2.5
Industry	6.2	4.2	5.2	6.0
Manufacturing	7.6	4.3	5.1	6.0
Services	4.7	5.3	7.6	5.1
Household final consumption expenditure	4.0
General gov't final consumption expenditure	3.7
Gross capital formation	2.5	5.3	11.6	12.0
Imports of goods and services	5.6	7.3	9.3	8.7

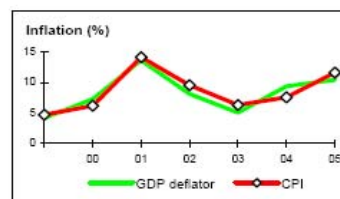


Note: 2005 data are preliminary estimates.

* The diamonds show four key indicators in the country (in bold) compared with its income-group average. If data are missing, the diamond will be incomplete.

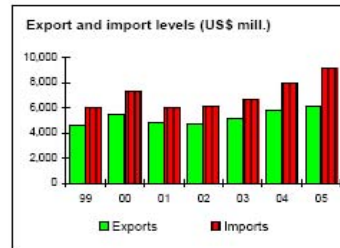
PRICES and GOVERNMENT FINANCE

	1985	1995	2004	2005
Domestic prices				
<i>(% change)</i>				
Consumer prices	1.5	7.7	7.6	11.6
Implicit GDP deflator	0.6	9.3	9.4	10.4
Government finance				
<i>(% of GDP, includes current grants)</i>				
Current revenue	22.3	20.4	15.3	15.6
Current budget balance	2.2	-2.7	-3.9	-2.9
Overall surplus/deficit	-9.7	-10.1	-8.2	-7.4



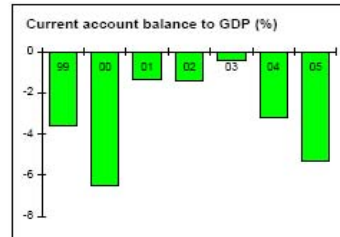
TRADE

	1985	1995	2004	2005
<i>(US\$ millions)</i>				
Total exports (fob)	1,333	3,807	5,757	6,098
Tea	442	481	740	870
Other agricultural goods and unclassified ex	94	369	392	421
Manufactures	233	1,653	2,809	2,799
Total imports (cif)	1,948	5,311	8,000	9,171
Food	..	720	596	683
Fuel and energy	..	387	1,209	1,386
Capital goods	..	1,189	1,670	1,896
Export price index (2000=100)	..	65	131	129
Import price index (2000=100)	..	69	127	133
Terms of trade (2000=100)	..	94	103	97



BALANCE of PAYMENTS

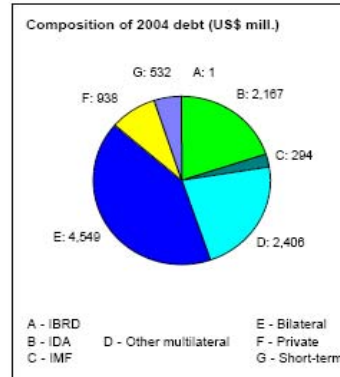
	1985	1995	2004	2005
<i>(US\$ millions)</i>				
Exports of goods and services	1,578	4,628	7,284	7,707
Imports of goods and services	2,296	5,980	9,108	10,338
Resource balance	-717	-1,352	-1,824	-2,631
Net income	-127	-138	-203	-224
Net current transfers	443	736	1,380	1,603
Current account balance	-401	-754	-647	-1,252
Financing items (net)	287	806	442	1,667
Changes in net reserves	115	-52	205	-415

**Memo:**

Reserves including gold (US\$ millions)	..	2,063	2,211	2,571
Conversion rate (DEC, local/US\$)	27.2	51.3	101.2	100.5

EXTERNAL DEBT and RESOURCE FLOWS

	1985	1995	2004	2005
<i>(US\$ millions)</i>				
Total debt outstanding and disbursed	3,540	8,395	10,887	..
IBRD	62	49	1	0
IDA	397	1,463	2,167	2,095
Total debt service	320	452	766	..
IBRD	9	12	2	1
IDA	3	19	55	57
Composition of net resource flows				
Official grants	151	175	191	..
Official creditors	297	321	288	..
Private creditors	44	104	44	..
Foreign direct investment (net inflows)	26	56	233	..
Portfolio equity (net inflows)	0	0	-100	..
World Bank program				
Commitments	137	39	118	..
Disbursements	79	106	68	113
Principal repayments	5	15	40	41
Net flows	74	92	28	73
Interest payments	8	16	17	17
Net transfers	66	76	11	56



The World Bank Group: This table was prepared by country unit staff; figures may differ from other World Bank published data.

8/13/06

Source: The World Bank Group. This table was prepared by country unit staff. Figures may differ from other World Bank published data

ANNEX 3: Overview of EC's Assistance

Total EC grants to Sri Lanka 2000 – 2006 (€mio)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
ECHO	1.2	1.2	6.3	8.8	7.3	37.7	20
ALA				1.976	13.15		
ALA - Small Projects Facility				1.6			
ALA - EU-Sri Lanka Trade Development project				1.4			
Aid to Uprooted People	1.52		7.25	4.5	4.5	6	10
EIDHR		0.495				0.490	0,375
NGO Co-financing	1.246	0.909	0.484	0	0	0.747	1,423
Rehabilitation			2		3.399		
Rehabilitation - tsunami						45	50
APL				0.8	1.239	1.3	
Migration		1.946	0.507	0.892		1.873	
Food Aid Counterpart Funds			0.7	7.3			
RRM			1.298	0.92		2.3 (tsunami)	1,650
Total	2.72	5.929	16.964	28.672	29.588	95.41	83.448

Grand total 2000 - 2006: €262,731 million

ANNEX 4: Country Environment Profile of Sri Lanka

SUMMARY

1. Introduction

The Country Environmental Profile (CEP) was undertaken by the EC during 2005. The main objective was to identify issues that needed to be considered for the Country Strategy Paper (2007-13). In addition it aimed at giving guidelines for regional cooperation. Members of the GoSL, the North East Provincial Council and other key stakeholders were consulted during the survey. The main findings are outlined below.

2. Key Findings

2.1 Overall Environmental Situation

Table 1 shows the predicted trends on the issues of water pollution, waste disposal, land degradation, coral reef damage, sand mining biodiversity loss, forest loss and drinking water.

The key environmental challenges for Sri Lanka are as follows:

- Surface and ground water pollution occurs in a number of regions of the country including urban and agricultural areas, lagoons and tsunami affected areas.
- Solid waste and sewage disposal in dense urban areas is a health problem that limits investment.
- Land degradation is a major ongoing issue in tsunami affected areas, as the damage has been done, as the tsunami remodelled the topography and ecology particularly in coastal areas.
- Pre-tsunami coastal degradation ranked amongst the world's highest with rampant mangrove, coral, and lagoon destruction. In addition, injudicious sand mining and pollution has killed most of the remaining plant life and animal communities in the area. It is too early to gauge the full effects of the tsunami on the coastal ecology but fish numbers have been negatively affected.
- Terrestrial biodiversity and forest loss has now slowed down due in part to long term donor assistance. Monitoring and law enforcement by government has improved. However, restoration work is still at a low level.
- The tsunami has affected the fresh water sources in areas of the North and East of the country with increased salination.

2.2 Environmental policy legislation and institutions including civil society

The dual problems of lack of law enforcement and environmental monitoring persist in the country.

The Ministry of Environment and Natural Resources has introduced new policies but there is a problem in enforcement. The most important institutional constraint is the lack of data on illegal land ownership. There is also very limited cooperation between the government and businesses for the protection of the environment. Moreover, there is a limited number of environmental NGO's active in the establishment of better practice in sustainable development.

2.3 Planning and research

Environmental development is inadequate in Sri Lanka for a number of reasons including:

- The lack of an over-arching ministry where land use and environment policy can be modelled.
- The lack of a system of environmental development zones linking planning, biological and social issues.
- The lack of research initiatives by the government on how the private sector could play a role in sustainable management of resources, environmental monitoring and enforcement.
- The lack of major innovative research in appropriate technologies e.g. building and infrastructure in the tsunami zone.

2.4 Donor Responses

The major environmental donors in Sri Lanka are the Asian Development Fund, the World Bank, the UNDP and Dutch Aid. One critical issue is the delegation of environmental management responsibility to the appropriate local government level. Complementing this there needs to be greater fostering of public-private partnership in environmental management.

2.5 Future Issues

The CEP highlighted a number of issues of future importance in the environmental sector:

- Key areas that should be addressed are: land registry improvement and land law enforcement.
- Environmental development projects should focus on delegated management structures encouraging local authorities to take greater responsibility for managing the local environment.
- Where possible there should be a greater emphasis on European donors providing knowledge transfer for socially responsible enterprise.
- A further environmental assessment is necessary since tsunami recovery is likely to take between 5 and 10 years. In this vein, the survey recommended that the impact of the tsunami continue to be factored into programmes for the next 5 years.

Table 1: Predicted trends on environmental issues

ISSUE	2015 MDG TARGET	EFFECT OF WAR	EFFECT OF TSUNAMI	CURRENT EFFECT OF TSUNAMI REHABILITATION
Surface/ground water pollution	Reduce by 75%	Hampered improvement	Major salination effect on coast and agricultural land	Minimal effects in resettlement camps
Solid waste/sewage disposal	All municipalities ok	Hampered improvement	Major concrete rubble problem	Created new sewage problems in camps
Land degradation/erosion	Reduced by 30%	Made worse	Major change in coastal topography with increased erosion	Minimal effect
Coral reef damage	Reduce by 50%	No effect	Major damage in limited locations	Supplied non traditional boats need corridors cut into corral
Mangrove damage	Reduce by 50%	Made worse (military clearance)	:Limited effect initially but may die later due to environmental change	Minimal effect
Sand mining	Reduce by 50%	No effect	Major change in coastal topography with increased erosion	EA and EIA being relaxed so highly likely dunes will be reduced and mining will be increased
Biodiversity loss	Reduce by 50%	No effect	No accurate data	Minimal effect
Forest loss	Reduce by 50%	Net positive effect	No effect on dense forest only individual or plantation trees	Higher price for timber may increase illegal logging
Safe drinking water	Reduce of no of people without by 50%	No effect	Salination of wells. Most wells were toxic even before	Many examples of NGOs over extracting water leading to salination of wells

Source: CEP 2005

ANNEX 5: Other Donor Matrix

(Commitments 2000-2006, excluding Tsunami Reconstruction, shown in Annex 6.

Note that not all donors have provided updated figures. (US \$ Millions)

Donor	Agriculture	Economic Infrastructure	Social Infrastructure	Private Sector Development	Science & Technology	Environment	Finance & Banking	Others	Total
EU									546,6
Denmark									
France	0	0	3,9	0	0	0	0	0	3,9
Germany	0	0	0	0	0	0	0	0	130
Greece (Hellenic Aid)									
Italy									
Netherlands	0	0	18,1	0	0	23,5	0	17	58,6
Sweden	0	1,5	6,5	0	2,1	0	1,6	1,1	12,8
UK									
EC (including ECHO)									341,5
BILATERAL	37,1	94	108	39,6	0	23,9	45,7	0	787,52
Australia									147,87
Canada	0	0	0	0	0	0	0	0	0
China	0	3,6	0	0	0	0	0	0	3,6
India	0	0	0	0	0	0	31,6	0	31,6
Japan									491,9
Korea	0	0,1	6,2	0	0	0	0	0	6,3
Kuwait Fund	1,9	2,7	0	0	0	0	0	0	4,6
Norway (only 2006)				8,3					32,7
Saudi Fund	0,1	0	0,2	0	0	0	0	0	0,3
United States									68,65
MULTILATERAL 11	70,3	43,3	107,8	60,1	7,8	3,3	21,6	3,8	1163,99
ADB	37,7	42	63,7	19,7	7,8	2,2	15,9	0	189
World Bank									902
(IDA/IBRD)									
IFAD	1,6	0	0	0	0	0	0	0	1,6
Nordic Fund	0	0,7	1,7	0	0	0	0	0	2,4
OPEC Fund	0,1	0,6	12,8	0	0	0	0	0	13,6
UN Agencies	0,8	0	12,8	0	0	0	0	0	13,6
UNDP									15,99
European Invest Bank		0	0	25,8	0	0	0	0	25,8
COMMERCIAL BANKS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EXPORT CREDIT	0	17	68,9	0	0	0	0	0	85,9
Total									2584,01

Empty cells means either no information is available or no contribution

Note that most of Multilaterals Budget comes from Bilaterals, which means that some of the figures might be double counted.

ANNEX 6: Tsunami Reconstruction Donor Matrix 2005-2006 (US \$)

Funding Agency	Committed (USD)		Disbursed (USD)	
	Grant	Loan	Grant	Loan
Total	1.778.957.758	826.280.707	949.485.597	292.561.051
Bilateral	544.337.261	425.094.500	403.162.714	23.678.211
Australia	10.121.454		10.689.636	
AusAid	7.339.552		7.339.552	
Canada	86.268.089		35.621.585	
USA (USAID)	112.211.414		55.543.666	
India	1.522.180		1.522.180	
Japan (Government)	256.293.429		236.493.429	
Japan (JBIC)		83.339.331		8.996.042
China		305.501.060		5.501.060
Korea, Republic of		36.254.109		9.181.109
Norway (MiFA)	44.355.000		44.355.000	
Norway (NORAD) Regional	6.775.000		6.775.000	
Switzerland (SDC)	19.360.365		4.822.666	
EU	689.337.261	113.236.207	345.455.428	4.482.840
Belgium	4.914.118		1.921.945	
Denmark	16.544.904		12.950.552	
Sweden	11.910.328		6.913.461	
Finland	4.368.159		4.368.159	
France	7.057.442	83.200.000	2.862.307	
Germany (Government)	119.072.287		58.578.462	
Germany (Other)	17.973.487		13.755.183	
Greece (Hellenic Aid)	9.750.000		2.853.398	
United Kingdom (DFID)	95.655.082		25.144.183	
United Kingdom	9.252.113		8.294.038	
Italy	105.000.000		95.000.000	
Netherlands	36.005.581	30.036.207	22.851.530	4.482.840
Spain	60.733.760		662.616	
EC	132.600.000		36.649.594	
ECHO	58.500.000		52.650.000	
Multilateral (1)	545.283.236	287.950.000	200.867.455	264.400.000
OCHA	3.321.548		3.321.548	
IFAD		16.550.000		
IMF		264.400.000		264.400.000
IFRC	164.776.140		48.560.030	
UNDP	14.855.981		13.182.987	
UNFPA	1.301.735		1.301.735	
UNHCR	15.838.287		15.838.287	
WFP	34.257.019			
WHO	3.932.526		3.932.526	
Asian Development Bank	157.000.000	7.000.000	20.568.629	
World Bank	150.000.000		110.000.000	

ANNEX 7: List of Abbreviations

ADB	Asian Development Bank
ADFs	Annual Development Forums
APRC	All Party Representative Conference
AUP	Aid to Uprooted People
BIMST-EC	Bangladesh, India, Myanmar, Sri Lanka, Thailand-Economic Cooperation
BOC	Bank of Ceylon
BOI	Board of Investment
CAPD	Cooperation Agreement on Partnership and Development
CARE	Cooperative for American Relief Everywhere
CEB	Ceylon Electricity Board
CEP	Country Environmental Profile
CFA	Ceasefire Agreement
CMA	Colombo Metropolitan Area
CPC	Ceylon Petroleum Corporation
DIC	Department for International Cooperation
ECHO	European Commission Humanitarian Aid Office
EIDHR	European Initiative for Democracy and Human Rights
EOMs	Electoral Observation Missions
FAO	Food and Agriculture Organisation
FDI	Foreign Direct Investment
FMRA	Fiscal Management Responsibility Act
GAERC	General Affairs and External Relations Councils
GoSL	Government of Sri Lanka
GSP	Generalised System of Preferences
HAACP	Hazards Analyst of Critical Points
ICMPD	International Centre for Migration Policy Development
ICT	Information and Communication Technology
IDPs	Internally Displaced Persons
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IMF	International Monetary Fund
IOM	International Organisation for Migration
JBIC	Japan Bank for International Cooperation
JVP	Janatha Vimukthi Perumuna
LRRD	Linking Relief, Rehabilitation and Development
LTTE	Liberation Tigers of Tamil Eelam
MDGs	Millennium Development Goals
MoENR	Ministry of Environment and Natural Resources
MoH	Ministry of Highways
MoT	Ministry of Transport
NDS	New Development Strategy
NECORD	North East Community Restoration and Development Project
NEPA	National Environmental Policy Act
NEPC	North East Provincial Council
NEPS	National Environment Policy and Strategies
NERF	North East Reconstruction Fund
NORAD	Norwegian Agency for Development Cooperation
NPRGS	National Poverty Reduction and Growth Strategy
NTC	National Transport Commission
ODS	Ozone Depleting Substances
OCHA	Office for Coordination of Humanitarian Affairs
PB	People's Bank

PCs	Provincial Councils
RDA	Road Development Authority
RRR	Relief Reconstruction and Reconciliation
RSC	Road Safety Council
RSDP	Road Sector Development Project
SAARC	South Asian Association for Regional Cooperation
SLDF	Sri Lanka Development Forum
SLFP	Sri Lanka Freedom Party
SOE's	State Owned Enterprises
SPF	Small Project Facility
SPS	Sanitary and Phyto-Sanitary Standards
TAFREN	Task Force for Rebuilding the Nation
TBTs	Technical Barriers to Trade
TDP	Trade Development Project
TEU	Treaty of the European Union
TNA	Trade Needs Assessment
TRTA	Trade Related Technical Assistance
UAE	United Arab Emirates
UNDP	United Nations Development Programme
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
UNFPA	United Nations Population Fund
UNP	United National Party
WFP	World Fund Programme
WHO	World Health Organisation